

« FOI D'ANAR » - MAURICE JOYEUX - F.R.3 - 16 SEPT. A 20 H 35

T2137-540-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°540 JEUDI 13 SEPTEMBRE 1984 8,00 F

PINOCHET ASSASSIN !



Photo Richard

CITROËN

L'attitude « responsable »
de la C.G.T. facilite
bien des choses pour la
direction de Citroën-Aulnay.
PAGE 4

AFRIQUE DU SUD

La police et l'armée
répriment dans le sang
les manifestations de
colère des ghettos du Vaal.
PAGE 8

MINEURS ANGLAIS

Le dernier congrès des
syndicats britanniques
soutient du bout des lèvres
les grévistes dans leur lutte.
PAGE 12

F°P 2520

éditions



• La liaison O.R.T.F. de la Fédération anarchiste a publié le n°16 de son bulletin de liaison : Antenne. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire.

• Le groupe James-Guillaume a réédité une brochure d'Aristide Lapeyre : *Le problème espagnol*. Elle est vendue 10 F l'unité (port non compris).



• Le Magazine libertaire n°3 est paru avec (entre autres) les contributions de : Noam Chomsky, « 1984, celui d'Orwell et le nôtre » ; Denis Langlois, « Répression et intégration » ; Hamou Cheheb, « Tiens, voilà du bouddin ! » ; et une interview de Jacques Tardi. Le numéro : 20 F, l'abonnement : 140 F les 8 numéros. Tous règlements à l'ordre de « Messages libres ».

• *Volonté anarchiste* n°25 est parue : *Du « Libertaire » au « Monde libertaire » : histoire du journal de l'organisation des anarchistes*, de Maurice Joyeux. A travers son journal, c'est toute l'organisation anarchiste qu'on voit naître, se développer, avec ses grandes périodes de croissance, mais aussi avec ses maladies. Cette organisation, ce journal, Maurice Joyeux les connaît bien, lui qui, depuis bientôt près d'un demi-siècle, est de tous les combats. Il les connaît et il les fait revivre en ces quelques pages, avec toutes leurs qualités et leurs défauts.

Volonté anarchiste : le numéro : 20 F. Abonnement pour 8 numéros : 150 F, de soutien : 200 F. Règlement à adresser à : A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures :
le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)
tél. : 805.34.08

Permanence du Secrétariat administration, secteur imprimerie :
le samedi de 15 h à 17 h,
à la librairie du Monde libertaire.

liste des permanences des groupes f.a.

- Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
- Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J.-Rostand, rue Montebello, Toulon.
- Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
- Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie La Tête en bas, 17, rue des Poëliers, à Angers.
- Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.
- Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
- Groupe du 11° : permanence à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.
- Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. « Germinal », c/o B.P. n°7, 80330 Longueau.
- Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-L.P., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.
- Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3° samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Chretien.
- Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
- Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-La-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. 74.26.02.
- Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.
- Groupe « Voline » : permanence le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, 75020 Paris.
- Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.
- Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- Groupe « Louise-Michel » : permanence le jeudi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
- Groupe de Lille : permanences tous les mercredis (excepté pendant les vacances scolaires) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.
- Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-droit, 47000 Agen.
- Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, de jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
- Liaison de Lyon : permanences les 2° et 4° mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, rue Pierre-Blanc, à Lyon.
- Groupe « Louis-Bertho-Lepetit » : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque premier lundi du mois.
- Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.
- Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les mercredis de 15 h à 18 h et les dimanches, de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77300 Chelles.
- Groupe « Manuel-Devaldes » d'Eureux : permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la Maison des associations, derrière la mairie d'Eureux.
- Groupe de Nantes : permanences tous les 1° et 3° samedis de chaque mois, au 32, quai Malakoff, à Nantes.
- Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 19 h 30 à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
- Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2° et 4° samedis de chaque mois, de 15 h à 18 h, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer, (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.
- Groupe de Cherbourg : permanences tous les jeudis, de 18 h 30 à 20 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
- Groupe « Marie-Louise-Berneri » du Mans : permanences tous les mercredis, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.
- Groupe de Lyon : permanences tous les 1° et 3° mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, Lyon.

communiqués

• Un groupe de compagnons travaillant à la R.A.T.P. a décidé de créer une liaison professionnelle de la Fédération anarchiste. Tous les travailleurs intéressés par cette initiative peuvent prendre contact en écrivant à la librairie du Monde libertaire, à l'attention du groupe Paris 14° arrondissement.

• **PARIS**
Le groupe James-Guillaume de la Fédération anarchiste annonce sa création sur le 16° arrondissement, et appelle tous les sympathisants de ce secteur à se manifester auprès des Relations Intérieures. Ce groupe travaillera en collaboration avec la liaison professionnelle O.R.T.F.

• **LYON**
Le groupe de Lyon tient ses permanences tous les 1° et 3° mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h, au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

• **MOULINS**
Le groupe libertaire de Moulins, auquel se sont joints des sympathisants isolés du département, continue ses activités. Pour l'automne, une vente de livre est prévue, ainsi que la venue de Skirda pour une conférence, et la projection des films sur Eugène Bizeau et May Picqueray. Lecteurs du M.L. de l'Allier contactez-nous, écrivez aux relations Intérieures.

• **AGEN**
Le groupe d'Agen tiendra un s'and lors du Forum des associations les 29 et 30 septembre à Agen.

débats

• **CHELLES**
Le groupe Sacco-et-Vanzetti organise le 16 septembre, à 20 h 30, un débat à propos de l'émission diffusée par F.R.3 : « Foi d'anar » avec Maurice Joyeux. Projection et débat au local du groupe : 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

éditions

- **AUTOCOLLANTS DISPONIBLES**
Coût à l'unité : 2 F ; 20 F les 50 exemplaires : Français-Immigrés, une seule classe ouvrière..... gr. Libertad
Halte aux crimes racistes..... gr. Libertad
Coût à l'unité, 1 F :
R.-L., la voix sans maître sur 89,5 MHz..... gr. R.-L.
Coût à l'unité, 6 F :
Radio-Libertaire sur 89,5 MHz..... gr. R.-L.

- **AFFICHES DISPONIBLES**
Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 0,70 F ; 5 F à l'unité :
Autogestion..... gr. Fresnes-Antony
Autogestion..... gr. Malatesta
La guerre, il faut s'y opposer..... gr. Varlin
Radio-Libertaire, une radio sans publicité..... gr. Varlin
Radio-Libertaire, la voix sans maître..... gr. Varlin
Non aux ventes d'armes..... gr. de Toulouse
Le « Monde libertaire », un outil..... gr. de Toulouse
Voter, c'est abdiquer..... gr. de Toulouse
Toute élection est une démission..... gr. de Toulouse
• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires : 1 F ; 5 F à l'unité :
Le militarisme et l'impérialisme..... gr. de Paris 15°
Déclaration universelle des droits de l'homme..... gr. de Paris 15°
• Coût à l'unité, en dessous de 500 exemplaires : 1 F ; au-dessus, 0,90 F :
Vaincre la crise..... gr. Jacob
• Coût à l'unité, au-dessus de 10 exemplaires, 0,70 F :
Autogestion..... gr. Jacob
• Coût à l'unité, 0,95 F :
Rendez-vous avec l'anarchisme..... gr. Jacob

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes — PAGE 3 : Editorial, En Bref, chili — PAGE 4 : Citroën, Le plan Delebarre, La rentrée scolaire — PAGE 5 : C.H.S. de Prémontré, Vous avez dit prison ?, Déchets nucléaires — PAGE 6 : Reconstruction du mouvement anarchiste, Années 30 — PAGE 7 : « Foi d'anar », Impressions post-68 — PAGE 8 : Maroc, Afrique du Sud, Hassan II et Kadhafi — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Bibliographie de Maurice Joyeux — PAGE 11 : Radio-Libertaire, Note de lecture, Communiqué — PAGE 12 : Grève des mineurs anglais.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 — 1° trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Languère Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref...en bref..

• Le Syndicat démocratique des banques (S.D.B.), le Syndicat de lutte des travailleurs d'Usinor-Dunkerque, le Syndicat autogestionnaire des travailleurs (Lyon, P.T.T.) et la C.N.T. (Région parisienne) organisent le 15 septembre 1984, de 16 h à 23 h, une fête de soutien aux militants syndicalistes victimes de licenciements arbitraires et contre la répression syndicale.

Elle se déroulera à la salle Martin-Luther-King, 28, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris (métro : Alésia).
Pour tous contacts : S.D.B., 130, rue Lafayette, 75011 Paris, ou C.N.T., 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (tél. : 370.46.86).

• Après les incidents d'Aulnay, la Ligue des droits de l'homme prend position et proteste contre l'intervention des forces de police à l'encontre de militants syndicaux, en particulier M. Akka Ghazi, responsable de la C.G.T.
La L.D.H. s'élève également contre la mise en place de dispositifs de filtrage humiliants pour les travailleurs déjà gravement menacés dans leur emploi.
La L.D.H. tient enfin à rappeler que les restructurations industrielles en cours rendent plus nécessaire que jamais le plein exercice des droits syndicaux.

• La Libre Pensée a tenu son congrès national annuel à Chauny (Aisne) du 24 au 28 août. Les libres penseurs dénoncent les infiltrations de l'église catholique dans les institutions et services publics, et condamnent le retour à des structures d'Ancien Régime.

• La 3^e rencontre nationale des collectifs contre les accords Armée-Education aura lieu les 22 et 23 septembre 1984 à Angers, dans le Maine-et-Loire. Elle commencera le samedi à 15 h pour se terminer le dimanche à 16 h.
Pour tout contact et participation : Collectif contre les accords Armée-Education, c/o Th. Ducornet, B.P. 401, 49004 Angers cedex, tél. : « La Tête en bas », au 16.41.88.93.58.

VIOLENCE
A SANTIAGO

La dixième « protesta », appelée par l'A.D. (Alliance démocratique), le bloc socialiste, le mouvement démocratique populaire et la principale centrale syndicale s'est vu réprimée avec une violence inouïe, d'autant plus incompréhensible que les intimidations physiques, les interpellations qui avaient précédé la prestation de mardi jouèrent leur rôle dissuasif. Les Chiliens de Santiago ont eu peur, peur de mourir. On avance le chiffre de 300 personnes rassemblées sur la place d'armes de la capitale.

Il s'est avéré que c'est principalement dans les quartiers pauvres de Santiago que les carabiniers s'en sont donné à cœur joie. Pinochet s'accroche aux meubles. La décade de capitalisme sauvage des « Chicago boys » aboutit à un taux de chômage de 40%. Il a donc renvoyé Carlos Caceres pour installer Modesto Collados. Celui-ci se rend compte que la branche sur laquelle il est as-

sis est scié et bouleverse la politique économique. Il persuade le milieu des affaires qu'avec 30% de chômage, le pays n'est pas viable. Priorité par conséquent à la réduction du chômage plutôt qu'au contrôle de l'inflation.

Le Chili va-t-il pouvoir trouver éternellement de l'argent pour financer sa dette et régler les intérêts d'emprunt ? Le sénateur Kennedy, vendredi 7 septembre, demandait à son gouvernement de suspendre son aide économique au Chili.

Dans le futur proche, la question qui risque de se poser est celle-ci : la voie légale de l'opposition qui est d'élargir le consensus pour parvenir au rétablissement de la démocratie suffira-t-elle à renverser Pinochet ? La lutte armée du M.I.R. et du Front patriotique Manuel-Rodríguez portera-t-elle par contre le coup fatal ?

Hervé
Gr. Paris XIV^e



Photo Richard

CHILI : SCÈNES DE RUE

Nous publions ici un témoignage direct sur le déroulement de la cinquième « protesta », en automne 83. Ce document décrit parfaitement le déroulement de ces manifestations contre le régime du dictateur Pinochet et la répression sauvage qu'elles subissent.

A l'heure où le Chili est de nouveau ensanglanté et que Pinochet s'accroche à un pouvoir qui lui échappe, il nous a paru nécessaire de faire connaître ce témoignage de la lutte du peuple chilien.

Le Comité de rédaction

Pour la quatrième « protesta » (journée nationale de protestation), le 11 août 1984, 18 000 soldats de l'armée chilienne quadrillaient les rues de Santiago. Il y eut des morts et de nombreux blessés. Depuis, les portes des casernes sont restées closes, ce qui n'a pas empêché, au cours des deux premières semaines de septembre, une explosion de haine et de violence dans la capitale du bout du monde. Conseillé par son nouveau ministre civil Sergio Onofre Jarpa, le dictateur Pinochet change de tactique... L'hiver austral agonise, mais le printemps ne s'est pas encore imposé... Sous la Cordillère ensoleillée, à 10 h du matin, il fait encore froid. Monstre urbain de 6 millions d'habitants, Santiago frotte ses yeux, écartelée entre ses beaux quartiers et sa ceinture de misère qu'on appelle les « poblaciones ».

Cette matinée n'est pas comme les autres, déjà les cars gris-

lagés des carabiniers prennent position aux principaux carrefours, tandis que le rideau de fer des magasins reste obstinément baissé. Commence la cinquième « protesta » contre la dictature de Pinochet.

Sur l'avenue O'Higgins, un des principaux axes de Santiago, à la hauteur de l'Université catholique, un cortège de plusieurs milliers de personnes se dirige vers la place d'Italie (au nord-est de la ville), où la Démocratie chrétienne appelle à un sitting pour midi. Silence ! Aucune voiture ne circule. Et puis, un claquement métallique déchire l'atmosphère. Un panache de fumée blanchâtre s'échappe de la première bombe lacrymogène. C'est le signal... Les « pacos » (flics) donnent l'assaut. Une pluie de pierres s'abat sur l'essaim kaki. Une auto-pompe balaye une équipe de la télévision italienne. Un brouillard sulfureux recouvre la place et transforme cette chasse sauvage

en grotesque pantomime où les silhouettes d'uniformes donnent l'impression de se battre entre elles-mêmes.

La foule s'est éparpillée en une multitude de groupes d'une quinzaine de personnes. Les carabiniers font de même. Puis soudain, ils se mettent à courir après un seul individu qu'ils ont précédemment repéré, le happant comme un crapaud gobe un moustique. Impossible d'attaquer en ordre rangé devant un tel éparpillement, alors on arrête le plus de « subversifs » possible. Contre un fourgon, on tire au pistolet, à bout portant, sur l'épaule d'un jeune manifestant, pour l'exemple. On veut faire peur ! A coups de pieds, les prisonniers sont allongés sur les pelouses en attendant les paniers à salade. Embarqués, ils crient leurs noms aux permanents de la Commission des droits de l'homme qui établissent des listes pour avertir les familles et leurs avocats.

Lynchages

Des groupes civils, dit « d'auto-défense », armés de barres de fer, font aussi la chasse aux manifestants et lorsqu'ils en attrapent un, pour lui, c'est l'enfer. Roué de coups, il s'écroule, un lynchage commence sous le regard bienveillant des policiers qui tout de même vien-

nent le ramasser. Ces para-militaires s'avancent aussi avec des frondes, et tirent des billes d'acier, grosses comme des œufs de pigeon. Après leur incursion guerrière, ces civils très spéciaux se replient derrière les carabiniers. On se congratule, on saute en l'air d'excitation, visiblement on aime, et on y retourne... Ce petit jeu durera jusqu'à 22 h. Radio Cooperativa, qui souffre ici comme un vent de liberté, tout simplement parce qu'elle donne les nouvelles, annoncera plus de 400 arrestations et la fermeture de 90% des commerces. Une clameur métallique s'élève de la Providencia, quartier résidentiel. Concert de



Arrestation d'un manifestant.

Photo Richard

casserolés : c'est la manière dont on exprime sa colère... Plus à l'est, aux tours Flemming, avenue Tomas Moros, les carabiniers enfoncent les portes des montées d'immeubles et tirent des bombes lacrymogènes dans les appartements. Sur les grandes avenues, plusieurs milliers de personnes manifestent : « Il va tomber, il va tomber le dictateur », « Le peuple uni ne sera jamais vaincu », « Pain, justice, travail et liberté », etc.

A la Nunoa, six personnes meurent carbonisées dans un incendie déclenché par le tir d'une bombe lacrymogène. Trois auto-mitrailleuses interdisent l'entrée de La Legua, autre « poblacion » très conflictuelle. Bientôt deux heures du matin. « Quand vous passerez près des barricades, agitez un chiffon blanc par la portière », nous dit Pedro, « sinon ils croiront que vous êtes de la C.N.I. (police de renseignements) et vous lancerez des pierres ». Les blindés des forces spéciales patrouillent encore. Vérification d'identité : « Tous les journalistes sont des suppôts du marxisme, rentrez dans votre pays, salopards, tirez-vous ! » En décollant de l'aéroport Arturo-Merino-Benitez, un frisson : dans le plus profond de sa chair, on sent que ce n'est pas encore le printemps. Il pleut toujours sur Santiago...

Richard

Editorial

DEPUIS l'avènement d'une république démocratique, la cérémonie est devenue rituelle ! Chaque fois qu'un gouvernement usé cède la place à un autre, les nouveaux promus inventent des mots qui définissent une politique « nouvelle » qu'ils plaquent sur une économie immuable. Au gros Mauroy, au lyrisme didactique, a succédé le jeune Fabius, une grosse tête qui donne dans la « simplicité », le langage à ras du trottoir. Les adjectifs qui colorent les « petites phrases » fusent : « rassemblement de tous les Français » (sic), « décrispation » - tiens, il est nouveau celui-là ! -, « qualité de l'enseignement »... et j'en oublie !

Nous avons dit ici, avant tout le monde, que la politique de Fabius était la même que celle de Barre, et que Barre et ses acolytes ne feraient pas d'autre politique que celle de Fabius, parce que la politique c'est du vent qui recouvre l'économie, bien réelle elle. La politique dépend de l'état économique du pays qui est lui-même, tributaire de l'état économique du monde. Faire des bacheliers, des organisateurs, des savants à la pelle, ne changera rien à cette vérité simple et increvable que les conditions d'existence de chacun d'entre nous dépendent du revenu national du pays, qui lui découle du mouvement économique qui enjambe les frontières.

Le souhait de Fabius et des autres est de produire plus et moins cher, de vendre plus et d'acheter moins, et pour cela de faire suer le burnous. Merveilleux programme qui est celui de toutes les nations industrielles qui se font une concurrence acharnée et, également, celui du tiers monde qui envahit tous les marchés.

On reste confondu, lorsqu'on voit pour tout potage, Fabius jouer le Cincinnatus et nous prêcher l'austérité en caressant le patronat dans le sens du poil. Il a été trop longtemps à l'école et n'a pas eu le temps d'apprendre que le monde ne peut se partager que ce qu'il produit, et plus les postulants sont nombreux, moins la part de chacun est grosse.

Ah, si Fabius avait le loisir de jeter un coup d'œil sur ce qu'écrivaient les socialistes du siècle dernier — les vrais —, il s'apercevrait que le problème est celui de la répartition égalitaire entre tous des bénéfices du travail commun. Mais Fabius n'est pas là pour faire du socialisme, plutôt pour faire avaler la pilule aux gogos.

Enveloppé dans les phrases socialistes, présenté aux clients par la douce voix de Fabius ou par celle, tonitruante, de Mauroy, le système capitaliste bat de l'aile. Qu'il crève et qu'on passe aux choses sérieuses, c'est-à-dire à la construction d'une société sans classes, sans autorité, sans Etat. Mais il ne crévera pas tout seul, alors retrouvez vos manches !

QUEL CAP POUR L'EMPLOI ?

« **J** E fixe au gouvernement et notamment au ministre du Travail et de la Formation professionnelle un objectif, là, très ambitieux : il faut que d'ici la fin de 1985, à tous les jeunes de moins de vingt et un ans, on offre soit une formation, soit un travail ; que ce travail soit un travail dans une entreprise ou d'intérêt collectif », dit M. Fabius à « L'Heure de vérité », le mercredi 5 septembre 1984.

Un accord est intervenu entre les syndicats et le patronat, autorisant la formation alternée en entreprises. Le C.N.P.F. s'est engagé à recruter 100 000 stagiaires. La formation alternée devrait dispenser les entreprises des 0,1% et 0,2% de taxes d'apprentissage et de formation des jeunes. Le 31 août, une réunion de travail avait lieu au sein de la commission de la formation permanente pour examiner la mise en œuvre des contrats de formation alternée. Ces contrats devant faciliter l'adaptation à un emploi, la qualification et l'initiation à la vie professionnelle, prévus par l'accord interprofessionnel signé par tous les syndicats à l'exception de la C.G.T., le 20 octobre 1983. L'objectif de la formation en alternance concernerait 300 000 jeunes de 16 à 25 ans d'ici la fin 85.

Seule la formation alternée a été acceptée et sera mise en place prochainement. Quant à l'année post-scolaire, aux contrats d'utilité sociale ainsi que quelques éléments nouveaux, ils seront rediscutés à la fin septembre avec les partenaires sociaux. Mais déjà, la C.F.D.T. et le Syndicat des chômeurs semblent être intéressés par les contrats d'utilité sociale. Maurice Pagat, secrétaire du Syndicat des chômeurs, indique que ces mesures pourraient permettre à « 150 000 jeunes chômeurs, volontaires, de compléter sur le terrain leur formation et d'exercer une activité utile ». On parle même de chantiers ! Il faut remonter à 1848 pour trouver un système équivalent avec les ateliers nationaux, et à la Seconde Guerre mondiale pour retrouver les mêmes clichés. Serions-nous dans une période de régression ?

En juin 1983, 20% des chômeurs longue durée n'étaient plus indemnisés et 25% ne touchaient qu'une allocation forfaitaire. Ainsi, en juillet 83, le nombre de réinsertions professionnelles dues à une formation était supérieur à 18%. Les radiations à elles seules étaient estimées à 35%. Pour Fabius, il n'était que temps, car l'échéance des législatives approche, de combattre énergiquement le chômage. Énergiquement ne voulant pas forcément dire n'importe comment ! Car même en y mettant de la bonne volonté, il va falloir négocier avec le patronat ; et pour l'instant, celui-ci a toutes les cartes en mains. Fabius fera-t-il quelques courbettes supplémentaires au patronat, on est en droit de se poser la question. Comme on peut le voir, Fabius fait feu de tout bois, espérons que ce ne seront pas les travailleurs qui grilleront !

Pierre Bonifaci

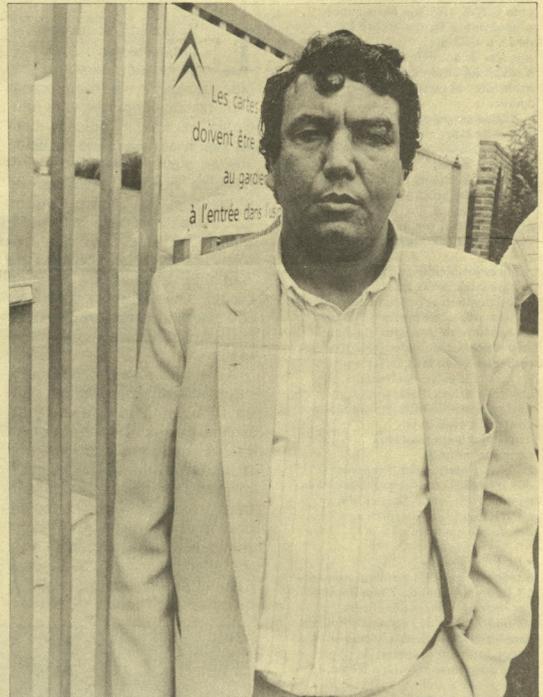
CITROËN PIÈGE A RATS

R ENTRÉE quelque peu mouvementée à l'usine Citroën d'Aulnay où Akka Ghazzi, secrétaire du syndicat Citroën-Aulnay s'est fait matraquer par les forces de l'« ordre » alors qu'il tentait d'escalader les grilles de la porte d'entrée. Normal ? En effet, la direction de Citroën, soucieuse d'éviter une rentrée conflictuelle avait annoncé pour la rentrée — prévue le 27 août 1984 — des mesures de chômage technique dans les usines de la région parisienne, de telle sorte qu'une équipe sur deux vienne travailler le jour de la rentrée. De plus, cette même direction n'a pas hésité à faire installer à l'entrée de l'usine des « sas » grillagés derrière lesquels la « maîtrise » et les forces de police filtraient les ouvriers, ne laissant passer que les possesseurs de « laissez-passer » barrés de vert.

Vendredi matin, dès 6 h, les ouvriers de la 1^{ère} équipe sont nombreux devant l'entrée de Citroën-Aulnay — ouvriers licenciés et ouvriers devant reprendre leur travail. En face, tout aussi nombreux, si ce n'est pas plus, la « maîtrise » et les forces de l'ordre.

A peine deux heures plus tard, c'est l'incident : Akka Ghazzi, après avoir harangué en vain les ouvriers pour qu'ils refusent d'entrer par les « cages à rats », tente d'escalader les grilles. Quelques minutes plus tard, il sera transporté à l'hôpital d'Aulnay-Villepinte !

Quoi qu'il en soit, il faut bien avouer que cet incident, même s'il n'a pas été calculé, aura rendu un fier service à la C.G.T.



Akka Ghazzi malmené par la police.

En effet, cet intermède a permis à la centrale syndicale de reprendre son discours modéré et « responsable » qu'on lui connaît hélas trop bien. Le refus des licenciements, du début du conflit, a laissé la place aux interrogations sur le contenu du plan de formation et sur les débouchés au terme des 10 mois.

Quant aux licenciés, souhai-tons que la phrase lancée par un délégué C.G.T. à ceux qui étaient restés derrière les grilles : « Ne vous en faites pas, camarades, on ne vous laissera pas tomber », ne reste pas une vaine parole !

Liliane
Gr. Pierre-Besnard

RENTRÉE SCOLAIRE : LE SYNDRÔME DE LA MODERNISATION

T RADITIONNELLEMENT la rentrée marque le coup d'envoi de la reprise sociale. Pour cette rentrée 84-85, Chevenement nous ballade dans la modernisation à la mode républicaine : dix pas en arrière et quelques promesses au goût amer du déjà entendu.

« Réussir la modernisation est une affaire de survie ! » ; mais de quelle modernisation s'agit-il ? La laïcité peut être ? Mise au rencard de l'histoire, avec tout l'outillage socio-démocrate de la citoyenneté et de l'égalité des chances. Chevenement compense cette perte par la réactualisation des valeurs républicaines traditionnelles : autorité du maître, notation, effort de l'élève, sélection. Une modernisation à la mode réactionnaire au relend d'électoratisme conservateur qui ne tient nul compte de la rigueur budgétaire, de la diversité de la population scolaire ou de l'accroissement des effectifs.

Une rentrée qui verra un accroissement du nombre des élèves en maternelles, collèges et lycées, et des ficelles usagées pour l'affronter : suppression de doubléments, d'heures de cours ; on déshabille le primaire au bénéfice de la maternelle. Mesures saupoudrées par l'allocation de postes supplémentaires : juste de quoi diviser le corps enseignant et éviter des occupations d'établissements qui terniraient l'image d'une rentrée scolaire sage et studieuse.

Pour faire avaler une pilule de plus en plus amère, Chevenement, héritier de la faillite de la politique scolaire du gouvernement Mauroy, a recours aux ficelles utilisées par l'ensemble de ses prédécesseurs :

- formation initiale accrue pour les instituteurs, cheval de bataille du S.N.I.-P.E.G.C., mais sans budget adéquat, sans objectif pédagogique défini, cette formation se réduit comme une peau de chagrin depuis 1981 ;
- amélioration de l'enseignement technique : classes passerelles entre L.E.P. et lycée technique, sans diminution des effectifs par classe, sans pour autant offrir de véritables moyens au secteur technique

de dépasser le retard accumulé par de longues années de laissé pour compte au bénéfice d'un secteur privé patronal de plus en plus musclé ;

- poursuite de la mise en place de la réforme Legrand dans les collèges (10% d'établissements concernés), sans moyen supplémentaire, sur la base du volontariat et du saupoudrage pédagogique inefficace pour masquer un malaise croissant dans le premier cycle.



Alors, une rentrée catastrophique, avec un corps enseignant traînant des tonnes de déception, reprenant contact avec les murs de l'ennui, affrontant pour la nième fois un échec scolaire stable ? Rien de bien inquiétant en somme ! La rentrée 84 est à l'image de toutes les rentrées socialistes : décadence constante des conditions de travail entretenant la désillusion des parents, élèves et enseignants quant à une modification sérieuse du système scolaire.

Néanmoins, cette rentrée 84-85 ris-que de gripper le ronron de l'attentisme : les enseignants lachés par la collaboration de classes des centrales syndicales et par un gouvernement reculant sérieusement sur le front de l'école, n'ont plus rien à perdre ; Chevenement venant déchirer les derniers voiles de la désillusion. Et ce ne sont pas les incantations pavées de sélection, d'autoritarisme, de recul pédagogique de leur ministre qui sortiront les pôtaches de la grisaille scolaire.

Une rentrée scolaire aux couleurs de la « modernisation », qui ne touche pas à l'essentiel mais au contraire réinscrit l'école dans sa fonction originelle : maintenir un enseignement de classe. Pas de quoi fouetter un chat ! L'école au service du pouvoir survivra, elle a usé bien des ministres, détruit bien des illusions. Solide comme l'ennui, elle est prête à endormir des millions d'écoliers et d'enseignants. Objectif atteint, Chevenement a bien appris sa leçon !

Thyde Rosell

LA LUTTE DE DOMINIQUE LESTRAT A L'HÔPITAL DE PRÉMONTRÉ

Le Monde libertaire, dans son numéro spécial été, relatait la lutte que menait Dominique Lestrat pour sauvegarder une expérience originale de soins à l'hôpital psychiatrique départemental de l'Aisne. Un ancien militaire, M. Imbert, n'y connaissant rien en psychiatrie, promu directeur du C.H.S. sous le ministère Bérégovoy, s'était mis en tête de détruire ce service institutionnel qui avait eu l'audace de mettre en place des structures collectives de concertation et de gestion.

Pour avoir défendu cet outil de travail élaboré progressivement par l'équipe soignante depuis 1968 et sous des prétextes fallacieux, Dominique, militant anarchiste était licencié le 25 avril 84. Les M.L. de juin vous ont relaté la grève de la faim que notre camarade a mené pour populariser la résistance du service de psychiatrie infanto-juvénile de Prémontre contre ce « Jojo-la-trique », comme le surnomme si bien un slogan peint sur les murs d'Anizy-le-Château.

Le Monde libertaire ayant cessé de paraître hebdomadairement durant l'été, le numéro de vacances, bouclé au 40^e jour de grève de la faim de Dominique, s'arrêta sur l'espoir d'une issue rapide et satis-

faisante du conflit. Il a encore fallu jeûner 3 jours supplémentaires pour enfin obtenir du ministère et de la préfecture de l'Aisne des propositions acceptables. La grève prit donc fin le 3 juillet 84 après 43 jours sans alimentation et 26 kgs perdus, après plus d'un mois et demi de mobilisation tous azimuts des amis de Dominique dont tous ceux de la Fédération anarchiste, et après que Paris et la région de Prémontre soient recouverts d'affiches.

Suite aux négociations, Dominique obtenait la garantie écrite de toucher son salaire intégralement jusqu'à ce que le tribunal administratif statue sur son licenciement arbitraire et la promesse d'être réintégré dans le service du Dr. Cadoret dès l'ouverture de l'hôpital de jour de Laon, prévue pour début 1985.

L'ouverture de cet hôpital de jour fait partie des projets d'extériorisation du service de psychiatrie infanto-juvénile de l'H.P., projets qui ont pris du retard compte tenu de l'opposition du directeur actuel qui n'avait pas hésité à dire à des parents d'enfants hospitalisés que pour lui « 140 enfants dans un seul lieu, c'est plus facile à surveiller ! » Quand on vous dit qu'il n'y connaît rien en psychiatrie !

Le combat continue à Prémontre, Georges Imbert, dit « Jojo-la-trique », use de tout son pouvoir, avec la complicité d'une préfecture et d'une DASS à sa botte, pour rendre impossible tout travail thérapeutique à l'hôpital psychiatrique. La peur s'est installée sur l'hôpital. C'est aujourd'hui le royaume de la délation ; les scandales y fleurissent quotidiennement. De l'utilisation des malades contre les grévistes à l'interruption d'une réunion de commission paritaire, « Jojo » est omniprésent. Il a même fait changer les verrous des pavillons pour pouvoir y entrer à toute heure par surprise... Nul doute que bientôt l'actualité reviendra sur Prémontre.

Si la grève de la faim de Dominique est terminée, la situation à Prémontre n'a guère évoluée, Imbert y règne toujours aussi féodalement. Les pouvoirs publics prennent une bien grande responsabilité en laissant agir ce triste individu. Viré des deux places qu'il occupait précédemment, le personnel attend avec impatience qu'il en soit de même pour son poste de directeur à Prémontre. Les libertaires de l'hôpital s'y emploient activement.

Gr. Anizy-le-Château

PAR-delà les murs on aperçoit une partie de la ville barricadée dans la lumière froide du matin. On se sent loin, étranger, appartenant à un autre monde... population carcérale, on nous appelle !

Quelques portes, quelques grilles et des murs de béton. La prison ! Anonymes perdus dans l'univers glauque du rejet social, titres de faits divers déjà oubliés dans la mémoire collective, il ne reste ici qu'une immense tristesse, des tonnes de rêve à l'emporte-pièce, un avenir qui ne veut même pas dire son nom... Et les mois et les années s'égrènent à combler sa vie de petits riens quand il est souvent illusoire d'obtenir quelque chose : c'est tellement plus facile le fatalisme !

La prison n'est jamais une fatalité, elle s'inscrit dans la logique d'une société qui ne peut assumer ses propres contradictions et qui, pour continuer d'exister, doit obligatoirement éliminer ceux qui échappent à la norme sociale (le délinquant, le « fou »). Il semble en effet que la société ait besoin de ses prisons et de ses prisonniers pour former un rempart aux débordements des classes défavorisées. C'est un fait, la majorité des détenus est issue des classes prolétaires.

La prison fait peur. Monde obscur, fermé par essence, elle draine derrière elle tout un lot d'imagerie populaire qui tient plus du fantasme que des réalités objectives... Et voici qu'aujourd'hui, elle voudrait s'ouvrir au monde extérieur, elle vou-

drait lancer des passerelles entre ses murs, comme si l'on comprenait, enfin, qu'elle est aussi une construction des hommes — non pas une entité.

Mais quel est le but de la prison ? Protéger la société ? Réduire les déviants sociaux ? Ou tout simplement maintenir une institution inamovible ? Il n'y a pas de réponse. Et si réponse il y a, elle tient plus de la réaction que de l'analyse logique de la situation.

VOUS AVEZ DIT PRISON ?

La réalité est tout autre, en tout cas un véritable échec. Eché pour des jeunes, pour des hommes broyés par cette machine judiciaire qui se moque pas mal de leur devenir. On s'étonne que tant de délinquants récidivent alors même que ces délinquants n'ont aucune possibilité de choisir. Il faut survivre. C'est à ce niveau que ça se passe. Il faut conquérir, affirmer son identité parce que les moyens légaux pour le faire ne sont pas à la portée de ces « gens-là ». A la limite, on peut être en droit de s'interroger si la justice ne fabrique pas elle-même sa justification... ses prisonniers ! Tou-

te cette population qui remplit les prisons n'est qu'une population de misère, dépassée par les événements, écrasée par le fatalisme et la lourdeur d'une institution autoritaire. Et la justice manipule tout ce petit peuple, remplit et vide ses prisons au gré de l'humeur de l'opinion publique, se réserve un bon pourcentage de « récidivistes » qu'elle est certaine de retrouver un jour ou l'autre pour maintenir ses prisons pleines. Imaginerait-on une prison vide ? Et pourquoi ne le serait-elle pas ? L'hypothèse n'a rien d'absurde il me semble... Ce qui est absurde c'est de vouloir à tout prix les remplir, j'allais dire les rentabiliser ! Si la France disposait de 500 000 places dans ses prisons... faudrait-il emprisonner 500 000 Français ?

Aujourd'hui, il est peut-être temps de s'interroger sur l'utilité de la prison ? S'interroger si l'insécurité — dont on nous rabâche tant les oreilles dans cette société qui n'a jamais été aussi calme depuis des siècles ! — est réellement le fait de quelques délinquants voleurs de pacoille ou d'autoradios, agresseurs de vieilles dames paranoïques ou autres criminels qui dérobent quelques milliers de francs aux guichets de banques multinationales ? Il est temps de s'interroger sur le coût réel de la délinquance... S'interroger sur les véritables bénéficiaires de cette délinquance. J'ouvre le débat... Vous avez dit prison ?

François

MONT-LOUIS LA LOI DU SILENCE

Si la catastrophe, pourtant probable, lors de la collision du Mont-Louis et d'un car-ferry au large d'Ostende n'a heureusement pas eu lieu (1), tout n'est pas fini, loin s'en faut en ce qui concerne cette affaire. Le mystère qui planait sur le contenu des fameux conteneurs semble être enfin éclairci. Dix-huit de ces fûts contiennent de l'U.F.6 appauvri avec un teneur en uranium 235 de 0,67%, neuf autres de l'U.F.6 naturel à 0,71%. Jusqu'ici rien de vraiment trop inquiétant. Mais le contenu des trois derniers se révèle être de l'U.F.6 à 0,88% sortant directement de l'usine de retraitement de La Hague.

Et c'est là, qu'une fois de plus, les autorités n'ont fait que confirmer les révélations alarmantes de Green-Peace (2) que la COGEMA (3) avait persisté à nier. La loi du silence avait donc une fois encore frappé dans cette affaire. La raison en est simple : l'uranium issu du retraitement du combustible d'une centrale nucléaire ne peut en aucun cas être pur. Il existe donc dans ces trois fûts d'autres produits de fission pouvant être très radioactifs. Ce qu'on s'est efforcé de ne pas crier sur les toits. Sachant cela, comment s'étonner que les sociétés de renflouage fassent appel à une firme spécialisée dans la radio et la chimio protection ?

Ironie du sort : le ministre de l'Environnement, cette chère Huguette, devait intervenir lors d'un récent conseil des ministres sur le sujet, combien passionnant, de la pollution maritime. On peut apprécier la discrétion qui a présidé à l'annulation de sa prestation. Il faut dire aussi que rien n'était prévu, dans ce rapport, concernant le transport des produits chimiques et radioactifs. Un oubli sans doute, mais assez surprenant de la part d'une école patentée. Son portefeuille ministériel doit sans doute lui encombrer quelque peu le cerveau.

Toujours est-il que les opérations de repêchage n'avancent guère, la météo ne se montrant décidément pas favorable. Il faut dire que le mauvais temps n'est pas chose rare en Mer du Nord. De plus, tous les marins connaissent les fameuses marées d'équinoxe qui donnent lieu à des tempêtes particulièrement redoutables sous cette latitude. Sachant que, dans de bonnes conditions, il n'est pas possible de remonter plus que sept ou huit fûts par jour, il s'agit donc, pour les plongeurs, d'en avoir fini avant cette date. Ceux-ci devront d'ailleurs commencer par sortir les quelques cylindres vides qui flottent librement dans la cale et heurtent au gré des vagues les conteneurs dangereux.

Ainsi l'on s'accorde à penser qu'un peu de chance ne serait pas de trop dans la conclusion de cette affaire...

Pierre-Yves
Gr. Pierre-Besnard

- (1) Cf. numéro précédent du Monde libertaire.
(2) Dont le M.L. s'est fait écho la semaine dernière.
(3) Compagnie maritime assurant ce transport.



LE MOUVEMENT ANARCHISTE DES ANNÉES 30

Le mouvement anarchiste français avant la Seconde Guerre mondiale s'est trouvé confronté à deux problèmes qui se mêlèrent : la Russie et la division syndicale. La victorieuse révolution d'Octobre aveugla beaucoup de militants et permit, au sein de la Confédération générale du travail, la montée du Parti communiste. La formule lapidaire d'un militant communiste : « Nous sommes rentrés dans la C.G.T. comme un couteau dans une motte de beurre ! », montre comment ce qui se passait à l'Est annihilait bien des jugements.

Le mouvement anarchiste et sa principale composante l'Union anarchiste (U.A.) voyait ses militants devant le choix suivant : rester à la C.G.T. avec Jouhaux, aller à la C.G.T.U. (1921) où le P.C. devenait maître ou rallier la C.G.T.-S.R. (1926) qui, avec Pierre Besnard, tentait de maintenir dans le mouvement ouvrier français un syndicalisme d'action directe, indépendant de l'Etat et des partis politiques. En lisant les journaux de l'époque et particulièrement *Le Libertaire*, on s'aperçoit que la polémique était vive entre les tenants de

l'une ou de l'autre solution. La réunification de la C.G.T. et de la C.G.T.U. (1936) amènera la création, au début 37, des Cercles syndicalistes Lutte de classes (avec pour organe *Le Réveil syndicaliste*) où les anarcho-syndicalistes sont plus qu'influents (1).

Les grèves qui, de juillet 36 à décembre 38, arrachèrent entre autres au patronat français l'obtention des congés payés ont montré l'influence concrète sur les travailleurs d'idées forces de l'anarchisme, même si l'« Histoire » gomme ce qui la gêne !

Sur le plan plus spécifique, la Russie a apporté au mouvement anarchiste une polémique autour de la « plate-forme » organisationnelle, proposée par les anarchistes russes Makhno et Archinov plus particulièrement. Disons dans ce bref rappel des années 30 et sans conclure le débat, que tout mode d'organisation, anarchiste ou pas, doit tenir compte des traditions et du contexte propre à chaque pays...

L'Espagne et le soutien à la révolution sociale de 36 mobilisera le mouvement anarchiste français, principalement autour d'un comité animé par



Quelques membres de la centurie S. Faure.

Louis Lecoin et Nicolas Faucier. L'aide matérielle aux révolutionnaires espagnols de la C.N.T. et de la F.A.I., la présence de militants français dans la colonne Durruti (centurie S. Faure), l'appui logistique de

Solidarité internationale antifasciste (S.I.A.) montrèrent face aux hésitations du Front populaire, que le mouvement anarchiste français savait pratiquer la solidarité ouvrière. Mais l'Espagne n'était qu'une répétition

pour Hitler et d'autres, et la guerre arriva, balayant pour un temps tous les espoirs.

F.B.

(1) Le camarade Maurice Joyeux militera.

LA RESTRUCTURATION DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Les organisations ne sont rien d'autre qu'un moyen et ont la sensibilité des hommes qui les composent. La Fédération anarchiste, née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, procédait de cet à-peu-près qui avait uni des rebelles venus d'horizons divers, pour qui l'anarchie était un refus des autres plutôt qu'une doctrine et qui n'étaient d'accord que sur des aspirations à une liberté mal définie se nourrissant d'impatience et que l'efficacité, une efficacité alléatoire, poussait à marier la carpe anarchiste au lapin marxiste, en oubliant que le produit des accouplements hybrides n'est pas viable.

Les quatre ans d'occupation avaient obscurci les mémoires et creusé un vide idéologique qu'il fallait combler et qui se heurtait à une frénésie issue des libertés retrouvées. Comme la grenouille de la fable, la nouvelle Fédération anarchiste enfla jusqu'à éclater de ses contradictions et l'organisation mise en place en 1945 se désagrégea en 1953 ! En l'espace d'une année, ce qui constituait son armature : son siège, son journal, ses œuvres furent dispersés par des apprentis-sorciers dont la frénésie destructrice réduisit à rien les efforts de huit années pour rassembler les anarchistes dans une même organisation. Faiblesse de jeunesse évidemment, ce qui manqua alors à la jeune Fédération anarchiste pour réaliser son projet ambitieux, ce fut cette génération d'hommes mûrs dispersés par la guerre et qui auraient été un utile contrepoids aux tentatives de centraliser notre mouvement. Et pour ceux qui restèrent fidèles aux traditions de notre organisation anarchiste, il fallut tout reconstruire à partir de rien !

C'est à la fin de l'année 1953, sous l'impulsion de quelques militants — nous n'étions pas nombreux —, que fut reconstruite, au congrès de la Maison verte, la Fédération anarchiste actuelle. Trente ans déjà ! Il y avait là Georges Vincey, qui sera le gardien vigilant de nos finances ; Maurice Fayolle, la plume la plus brillante de notre équipe ; Suzy Chevet, l'organisatrice des fêtes qui remplirent nos caisses ; Aristide Lapeyre, orateur incomparable dont l'influence sur les milieux provinciaux était considérable et d'autres encore. L'organisation et le journal seront provisoirement installés au « Château des brouillards », une petite librairie que je possédais à Montmartre ; l'administration dans le petit atelier de Georges Vincey avant que nous nous installions dans nos meubles rue Ternaux où nous resterons une vingtaine d'années grâce à un vieux militant libertaire qui nous avança l'argent nécessaire.

C'est au mois d'octobre 1954 que reparut notre journal. Des nécessités administratives nous obligèrent à en modifier le titre qui devint *Le Monde libertaire*, mais personne ne s'y trompa, il s'agissait du vieux

journal de Sébastien Faure et de Louise Michel. Nous reprîmes rapidement notre vitesse de croisière. Cependant créer des outils ne suffisait pas. Nous avions été suffisamment échaudés par les événements qui avaient amené la disparition de la première Fédération anarchiste et de son journal *Le Libertaire* pour prendre des mesures susceptibles de nous protéger contre les aventuriers de tout poil décidés à s'emparer de l'organisation et de son journal pour les mettre au service de leurs desseins particuliers. Et c'est ainsi qu'au congrès de la Maison verte, un certain nombre de conditions connues sous le nom de *Principes de base* furent définies pour appartenir à la Fédération anarchiste !

Ces *Principes de base* que chacun doit respecter ont fait couler beaucoup d'encre et de salive ! Ils n'étaient pas parfaits et chacun de ceux qui les ont acceptés y

ont vu non pas le reflet de leurs aspirations particulières, mais un compromis sans plus. Et il ne pouvait pas en être autrement. Le but des *Principes de base* consistait à établir un équilibre toujours difficile et alléatoire entre la liberté de l'homme dans le groupe, du groupe dans la fédération, de la fédération dans l'internationale et l'indispensable cohésion de l'organisation devant les problèmes qui se posaient chaque jour. Pourtant, ils ont tenu le coup et, à part quelques retouches qui ne modifièrent pas l'essentiel, ils sont encore de nos jours, la règle de tous. Ce qui est l'équivalent des « statuts » dont se dotent les autres organisations politiques ou syndicales. Il est probable que les événements obligeront l'organisation à en modifier quelques aspects sous la poussée de la conjoncture, mais il faut être prudent en la matière. Ils sont simples, clairs et possèdent la patine du temps !

Le redémarrage de la Fédération anarchiste fut rapide. Les groupes se reconstituaient ; les militants, un instant désorientés, reprirent leur place dans le combat et, en particulier, dans les organisations syndicales. Notre installation rue Ternaux constitua un point de rencontre mettant fin à la dispersion de notre organisation et de nouveau le public vint nombreux à nos meetings et à nos fêtes. La seule ombre au tableau restait notre journal *Le Monde libertaire*, dont la parution sera mensuelle et le restera pendant de nombreuses années. Deux mouvements singularisèrent cette période de reconstruction difficile. D'une part, les éléments traditionnellement en marge de l'organisation — je pense aux individualistes et à certains anarcho-syndicalistes — qui avaient compris le danger se resserrèrent autour de la Fédération anarchiste et celle-ci devint la fédération de tous, y compris de ceux qui, pour des raisons particulières, n'y adhèrent pas. Le second de ces mouvements qui consistait à créer, à côté de notre organisation, une autre organisation anarcho-marxiste échoua !

Naturellement, la vie n'est pas simple et cette fédération aura encore beaucoup de difficultés à assumer, en particulier en 1968. Mais les murs de la maison étaient solides et tous les va-de-la-gueule qui prédisaient notre disparition à chaque difficulté, en seront pour leur courte honte !

La Fédération anarchiste, reconstituée en 1954, a trente ans, des structures bien huilées, un cadre de militants jeunes susceptibles d'épouser l'avenir. Elle est armée pour faire face à la conjoncture, à deux conditions : considérer comme inaliénables les principes sur lesquels elle est bâtie et adapter ses analyses et ses moyens à l'évolution irréversible de la société.

Maurice Joyeux



« FOI D'ANAR » OU LA GENÈSE D'UNE ÉMISSION



C'était en mai 1976. Le petit groupe de Caen auquel j'appartenais depuis quelques mois avait décidé d'organiser une conférence sur le thème : « Être anarchiste, pourquoi ? ». Nous avions demandé à Maurice Joyeux et à Maurice Joyeux de venir animer le débat. Il tombait des cordes et la salle était pleine. Je faisais alors mes premiers pas dans le mouvement libertaire et je ne perdais pas une bouchée de tout ce qui se passait autour de moi. J'allais enfin découvrir qui étaient ces deux militants dont j'avais tant entendu parlé.

Les nombreuses interpellations, visiblement, amusaient Joyeux. Il en avait vu d'autres sans aucun doute, ce petit homme nerveux, rapide, à l'œil vif. Les réponses fusaient, précises. Quant au discours : deux heures au moins sans notes. Un orateur quoi. J'étais impressionnée et je crois que cette rencontre est restée gravée quelque part.

Un militant

Aussi, quand je reviendrais à Paris fin 77 et que, militant alors au groupe Varlin, je retrouverai Joyeux dans les congrès et à d'autres occasions, le besoin de mieux connaître le cheminement de ce vieux militant s'imposera. Sa vivacité d'esprit, sa connaissance, bien sûr, de l'histoire du mouvement ouvrier, de ceux qu'il appellera les Grands Anciens (Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Reclus...) mais aussi cette culture littéraire et artistique qui pourrait faire pâlir de jalousie bien des intellectuels, ajoutée à une apparence un peu titi, un peu voyou (pipe, casquette et col roulé : c'est le « look » Joyeux), c'était là un étonnant personnage, qui, de-

puis des années consacrait sa vie au mouvement libertaire pour l'émancipation des hommes ; et ce personnage-là, j'ai eu envie de le faire connaître, et à travers lui la lutte des militants pour l'idéal libertaire. Quoi de plus naturel alors, que de penser aux moyens audiovisuels quand on travaille dans une société nationale de télévision : F.R.3.

Certes, c'était ambitieux et je ne mesurais pas encore tout ce que cela impliquerait comme travail, comme énergie nécessaire. Je savais cependant qu'il me faudrait du temps, de l'entêtement et toutes mes convictions pour aboutir. J'en parlai autour de moi, à mes amis, aux copains ; c'est vrai que j'avais besoin de soutien et d'encouragement. Je dois dire que mon compagnon, Pierre, fut une aide et un soutien précieux pendant toute cette période de préparation et bien après.

Les événements se précipitèrent. Le 23 décembre 82, je mets à profit l'opportunité d'une rencontre avec le directeur général de F.R.3 pour lui faire part de ce projet. Il avait connu Joyeux et gardait un souvenir attachant du personnage. A priori, l'idée l'intéressait. Il me fallait lui remettre un synopsis, soit les grandes orientations de l'émission ainsi que les moyens souhaités.

Une émission de télévision

Cette fois le processus était enclenché, on allait peut-être pouvoir parler un peu de l'anarchie à la télévision. Quand on sait l'impact des médias, de la télévision en particulier, sur la population, l'usage qui en a

toujours été fait par les pouvoirs politiques, l'accapement par la bourgeoisie et toute l'énergie qu'elle a mise à la conserver et le renoncement de la gauche, malgré ses belles promesses, à changer cet état de fait, l'enjeu était important.

Joyeux n'était évidemment pas homme à entrer dans un moule pré-établi. L'émission serait différente ou ne serait pas. Je pris le parti de la construire autour de ce que lui aurait envie de dire. Restait la démarche essentielle : informer et convaincre l'intéressé qui ignorait tout de ce projet. Et c'est ainsi qu'un soir de janvier 83, je me retrouvai pour la première fois en tête à tête avec Joyeux.

Sceptique le père Joyeux et guère encourageant. La télé, bof ! Et pourquoi moi ?... et le culte de la personnalité, tu sais, à la F.A., etc., etc. Puis, les premières réticences dépassées, s'imposait l'enjeu : parler une heure durant de l'anarchie à la télé, ça valait peut-être la peine d'y réfléchir un peu tout de même. Je reviendrai trois jours plus tard chercher la réponse : « Bon alors, on s'y prend comment pour ton truc ? ».

Des soirées entières il racontait. Ainsi défilait soixante-dix années d'une vie peu banale et, à travers elle, l'histoire peu connue des luttes ouvrières. A dix ans, c'est sa première révolte, il casse une côte à son patron, puis sa première rencontre avec les anarchistes lors de la manifestation contre la condamnation à mort de Sacco et Vanzetti. La première prison pour rébellion au service militaire. Le chômage, la cloche, le Comité des chômeurs et l'affaire du consulat polonais en 1933. Son engagement syndical à la C.G.T.U. et politique à l'Union anarchiste. Sa participation aux grandes manifestations des années 33-34. Mille neuf cent trente-six, sa rencontre avec Sébastien Faure, Louis Lecoin et Pierre Besnard. Condamné à quatre ans de prison pour insoumission, il organise et réussit en janvier 1941 la mutinerie de Montluc dont personne ne parlera. En 1944, il rencontre Suzy Chevet qui deviendra sa compagne. Création de la Fédération anarchiste avec les frères Lapeyre, Vincey et d'autres militants, création du groupe Louise-Michel. Mille neuf cent quarante-sept, adhésion à la C.G.T.-F.O. et action syndicale lors des grandes grèves de Renault.

En 1948, Joyeux devient libraire. Ses contacts avec le milieu artistique et littéraire lui font rencontrer Breton, Prévert, Chavence, Boris Vian, Brassens, Ferré et en particulier Camus qu'il soutiendra dans le « duel » Camus-Sartre. En 1954, *Le Libertaire* sera remplacé par *Le Monde libertaire*. Puis la guerre d'Algérie et les réunions publiques pour expliquer la position de la Fédération anarchiste, et enfin en 1968, création de la revue culturelle *La Rue* et, toujours, cette ferme conviction

« IMPRESSIONS POST-68 »

Un peu plus d'un an après Mai 68. « Rue Robert-Planquette où cela pourrait-il bien être ? », me disais-je en arpentant les pentes de la butte Montmartre. J'avais lu dans le *Monde libertaire* que Maurice Joyeux faisait ce soir-là un exposé sur le syndicalisme au local du groupe Louise-Michel. Un dessin de Reiser à la une m'avait poussé à acheter à la marchande de journaux du métro Lamark-Caulaincourt le mensuel de la Fédération anarchiste. Sa lecture m'avait incité à pousser plus loin et c'est comme ça que je me suis mis sagement à fréquenter le banc du fond au local du groupe Louise-Michel (presque) tous les jeudis soir.

Les propos de Joyeux sur le syndicalisme m'avaient convaincu. C'était le terrain où les anarchistes se devaient de militer aux côtés des autres travailleurs. Pas besoin d'épiloguer là-dessus, j'étais devenu anarcho-syndicaliste et le suis resté ! Dire que j'ai toujours été d'accord avec le camarade Maurice Joyeux est inexact et je ne dois pas être le seul. Mais il était un des rares après 68 à affirmer contre vents et marées la nécessité du travail quotidien syndical, souvent obscur et ingrat. Quand les circonstances du moment nous divisaient, Pelloutier et Besnard nous réconciliaient...

La Fédération anarchiste du début des années 70 n'a pas pu regrouper tout le mouvement libertaire, mais 16 ans après les barricades de mai la F.A. est toujours présente, avec de plus un journal hebdomadaire et à Paris une radio. L'intransigeance de la F.A. vis-à-vis du marxisme et de ses avatars, si elle pouvait paraître sectaire à certains, a été une des pièces maîtresses du rempart de l'organisation anarchiste. Si la Fédération anarchiste en 1984 a un autre impact qu'il y a une dizaine d'années, le militant Maurice Joyeux y est pour quelque chose. Et c'est le moindre compliment qu'on puisse lui faire !

Thierry (Gr. Pierre-Besnard)

que l'anarchie reste plus que jamais le ciment de la société à construire.

Réalisation et montage

En mai 83, la direction de F.R.3 donnait son accord pour le tournage de l'émission. Joyeux se remettait tout juste d'une grave opération qui avait bien failli remettre tout en cause. Lui comme moi étions un peu incrédules, et pourtant, le 8 août, on donnait le premier tour de manivelle.

Auparavant, j'avais pris contact avec un ami réalisateur,

parler de cet épisode sans remercier chaleureusement Pierre et Jacques pour leur collaboration efficace, leur soutien et leur amitié.

L'émission était prête à diffuser en janvier 84. Elle fut visionnée par la direction de F.R.3 fin juin. Aucune censure ne fut exercée, pas même sur la séquence de la saisie de Radio-Libertaire que nous avions décidé d'intégrer au montage et où Serge Utge-Royo chante cette superbe chanson révolutionnaire : *Sur le temps des révolutions*.

Voilà résumés un an et demi de préoccupations et plusieurs



Un Premier Mai à Paris.

Pierre Bouhin qui, après avoir rencontré Joyeux, avait accepté la réalisation de l'émission. C'était très important pour moi, car hormis la compétence, il me fallait ce plus : la confiance. Du reste, Joyeux lui-même qui ne se laisse guère impressionner sera conquis par la gentillesse de l'équipe. « Et l'grand, qu'est-ce qu'il devient ? », me demandera-t-il souvent par la suite. Il est vrai que vivre ensemble quatre semaines, ça laisse des traces.

Septembre, c'est le montage à Strasbourg. La matière ne manque pas : 12 heures de rushes à visionner et à synchroniser, des heures d'enregistrement radio, des archives, des photos, etc. Ce montage est réalisé par Jacques Poulain. Je ne peux pas

mois de travail que mes convictions m'ont permis de mener à bien avec l'aide de tous ceux qui m'ont entouré. Une aventure qui m'a quelque peu marquée, c'est certain. Une dernière réflexion peut-être à propos de cette émission qui, sans les moyens techniques et financiers de F.R.3 eût été impossible, c'est qu'il faut encourager ce genre de démarches ; que d'autres aussi forcent les portes des monopoles pour que les moyens détenus par le service public de la radio-télévision, et qui appartiennent à tous, soient enfin équitablement distribués et non plus réservés aux seuls témoins du petit écran.

Jacqueline Lamant



GRÈVE DE LA FAIM AU MAROC

A Lille, Montpellier, Bordeaux, Paris, Amiens et Poitiers, des mouvements de solidarité s'organisent afin de sensibiliser les médias et de mobiliser l'opinion sur ce qui se passe dans les prisons marocaines.

Combien de grévistes de la faim sont déjà morts dans les prisons marocaines ? Trois, six ou dix ? Depuis le mois de juillet, une vingtaine d'hommes ont entamé une grève de la faim dans les prisons de Marrakech, Rabat, Safi et Essaouira ; puis le mouvement a gagné d'autres villes : Khouribga, Beni Mellal...

Aujourd'hui, on parle de plus de quarante grévistes, dont une trentaine dans un état comateux, au bord de la mort. Une des grèves de la faim les plus dures que le Maroc ait connues, mais qui ne semble pas émouvoir les autorités marocaines. Pourtant les revendications de ces hommes portent sur l'amélioration de leurs conditions de détention, à savoir : le droit de recevoir des visites, pouvoir bénéficier de soins médicaux indispensables, poursuivre leurs études et avoir accès aux livres et aux journaux.

Pourquoi les autorités marocaines restent-elles muettes ? Quelle est la raison d'Etat qui empêche d'infléchir la volonté d'Hassan II ?

Qui sont ces détenus ?

On se souvient, en janvier 1984, de ce qui avait été surnommé les « émeutes de la faim » à Marrakech. La population s'était soulevée spontanément après une augmentation des prix des produits de base. Le roi Hassan II avait rétabli le « calme » au prix de plus de cent cinquante morts. Puis le gouvernement avait procédé à de nombreuses arrestations et prises d'otages. Parmi eux, quelques dizaines de lycéens et d'étudiants.

AFRIQUE DU SUD LE PAYS OÙ LES NOIRS N'EXISTENT PAS



Ce sont eux qui ont entamé ce mouvement de grève de la faim. Torturés pour leur faire avouer leur appartenance à l'organisation marxiste-léniniste clandestine « Illal Amam » (En avant !), ils ont été condamnés jusqu'à quinze ans de réclusion sous l'accusation d'« avoir organisé les émeutes de janvier ».

En fait ce qu'on leur reproche, c'est leur appartenance à l'Union nationale des étudiants marocains (U.N.E.M.) et à des associations culturelles militantes, actives dans les lycées, les facs et les quartiers.



Boucs émissaires ?

Malgré le black-out de la presse, les familles et les amis des grévistes se sont mobilisés pour les soutenir ; mais les réactions de protestations demeurent bien faibles. La gauche marocaine, elle-même, parle de « moment mal choisi » pour une manifestation aussi spectaculaire en pleine campagne référendaire et à l'approche des élections. Les avocats de l'U.S.F.P. (Union socialiste) ont tenté de faire pression sur les grévistes, et on les soupçonne même d'avoir annoncé de fausses nouvelles afin que les prisonniers cessent leur mouvement.

Ni les autorités ni les partis marocains n'acceptent les discours

radicaux des grévistes. Non alignés sur les partis politiques traditionnels, ils refusent les compromissions avec la monarchie. Il a été facile pour le gouvernement de les désigner comme les responsables des troubles de janvier ; ils sont en fait de parfaits boucs émissaires !

Des élections devant avoir lieu au Maroc, le roi avait accordé sa « clémence » fin août à 350 prisonniers, va-t-il resté inflexible devant ce mouvement désespéré ?

Quelle riposte ?

En France non plus ces grèves ne mobilisent pas les foules ; 200 personnes, le 30 août, devant l'ambassade du Maroc à Paris. Le Parti socialiste ne bouge pas et Mitterrand, au retour de sa visite privée au Maroc n'a pas encore révélé la teneur de ses entretiens avec Hassan II.

On se souvient de l'été 81, où les morts s'alignaient dans les prisons irlandaises de Long Kesh. Margaret Thatcher n'avait pas bougé malgré les protestations du monde entier.

A Montpellier, sept étudiants marocains sont en grève de la faim depuis le 31 août ; ils demandent que les revendications des prisonniers soient satisfaites, et surtout que chacun de nous intervienne rapidement, en rejoignant les mouvements de solidarité qui se créent en France.

Carolina
Gr. de Béziers

Dernière minute : les détenus grévistes de la faim ont arrêté leur mouvement mardi 4 septembre. Ils ont obtenu des promesses écrites pour la satisfaction de leurs revendications. Les étudiants de Montpellier, solidaires, ont donc cessé leur grève de la faim de protestation.

L'ENTENTE RABAT-TRIPOLI

LES Etats ont des logiques qui n'obéissent pas aux intérêts partagés par les populations, qu'elles soient ou non séparées par des frontières. L'accord signé le 13 août 1984 à Oujda par la Libye et le Maroc illustre s'il en était encore besoin, que les motivations d'une poignée de dirigeants, de guides suprêmes, participent d'une volonté toujours croissante de raffermir leur autorité.

Le peuple Sahraoui en fait aujourd'hui une amère constatation. C'est l'une des conséquences indirectes de la rencontre Hassan II et Kadhafi. Comme le sera le règlement du conflit tchadien.

Le Polisario lâché par Kadhafi

En 1974, le Sud Sahara est toujours colonisé par l'Espagne franquiste. Exploitant parfaitement les relations privilégiées qu'ils entretiennent entre eux, le Maroc et l'Espagne, après de longues tractations, torpillent les espoirs de Boumédiène, alors président algérien. C'est l'annexion en commun du Sahara occidental par la Mauritanie et le Maroc en 1976.

Pour comprendre le pourquoi des réactions peu amènes de l'Algérie à la suite de la visite « secrète » (sic) et brève de Mitterrand à Ifrane, il faut savoir que les deux grands voisins d'Afrique du Nord entretiennent des relations particulièrement conflictuelles. Mais ce n'est plus ce que c'était. La guerre froide n'était pas une vaine idée pour Boumédiène. Chadli Bendjedid est plus arrangeant. Toujours est-il que l'attitude de l'Algérie à la suite de la récupération du Sahara occidental par le Maroc se durcit. Elle entre en guerre, via le Polisario. La république Sahraoui (R.A.S.D.) est proclamée en 1976. L'appui militaire de la Libye, le changement de régime en Mauritanie — coup d'Etat des militaires — y ont largement contribué. Le succès diplomatique est flagrant pour l'Algérie. La R.A.S.D., reconvenue pourtant tardivement par la Libye (1980), sera sans nul doute acceptée à l'O.U.A., lors de son prochain sommet en novembre. Malgré les rappels d'Hassan II repoussant toute négociation directe avec celle-ci.

Quelle est l'importance de l'accord d'Oujda pour les Sahraouis ? Vitale, si l'on peut dire. Kadhafi avait déjà réduit son soutien logistique au Polisario. Il se comparera désormais à une aumône. Malgré les communiqués triomphants, le Polisario prends des claques sur le terrain militaire. Il a perdu, tout compte fait, la guerre du Sahara. La nouvelle alliance de la Libye l'enterre une bonne fois pour toute.

Hassan II améliore son image de marque

Hassan II ne fait pas seulement peur aux petits enfants. Droits de l'homme, connaît pas ! Liberté d'expression non

plus. Ajouté à l'image déplorable qu'il donne en Europe occidentale, il perd, le Maroc perd plutôt de son influence au Magreb. Une baisse catastrophique du niveau de vie (voir les émeutes de la faim) l'oblige à quelques concessions envers son peuple. Après avoir réprimé de façon sanglante et brutale ce mouvement. Perdant de son crédit à l'intérieur, isolé de manière significative à l'extérieur, il lui fallait rameuter ses troupes, resserrer les cordes. L'acquiescement déplorable de l'opposition marocaine envers l'accord d'Oujda le conforte dans ses visées. Le consensus obtenu lors de la fameuse marche verte est à nouveau créé. Mitterrand lui donne une caution lors de sa visite privée : c'est plus qu'il n'en faut.

Personne ne doute que les répercussions de l'accord d'Oujda seront importantes pour ce qui touche au règlement du conflit tchadien. Le G.U.N.T. de Goukouni Weddeye éclate en diverses tendances et doit affronter une coalition favorable à une entente, tout au moins une réconciliation avec Hissein Habré dont les F.A.N. (Forces armées du Nord) tiennent une position militaire plus que solide.

La France a fait le bon choix et s'autorise à rapprocher l'opposition du G.U.N.T. au gouvernement de D'Jamena. Mitterrand et Kadhafi s'entendent au moins sur un point : laisser aux Tchadiens le soin de régler cette guerre civile entre eux et favoriser un retrait conjugué de toutes les armées d'occupation (qu'elles y soient pour « pacifier » (sic) ou pour participer aux combats).

C'est pourquoi le prétendu engagement de Kadhafi de retirer son appui au Polisario contre celui d'Hassan II d'évacuer les troupes royales d'interposition du Tchad pour que chacun des deux puissent faire le ménage dans leurs bacs à sable ne tient pas à la lumière de l'examen de la situation. Kadhafi ne libérera pas le Tchad et l'Afrique. La France de Mitterrand veut continuer à jouer son rôle de gendarme de l'Afrique jusqu'au bout. Il lui reste maintenant à recoller les morceaux avec l'Algérie.

Hervé
Gr. Paris XIV^e



PRÉCISIONS HISTORIQUES SUR LA C.G.T. PORTUGAISE

EN mars 1914, au congrès ouvrier de Tomar, se constitua l'Union nationale ouvrière (U.O.N.), confirmant par ce fait même le triomphe du syndicalisme révolutionnaire et la fin de l'influence du parti socialiste sur le parti ouvrier.

Depuis sa constitution, en 1875, le parti socialiste n'a jamais réussi à avoir une emprise totale sur les associations ouvrières, car celles-ci réagirent en général contre les tentatives de subordination aux actions électoralistes. Les anarchistes allaient graduellement implanter leur influence dans ces mêmes associations ouvrières et par la voie de leur propagande faire connaître les méthodes et les principes de la C.G.T. française de l'époque.

Au congrès de 1914, fut abordé l'idée de la constitution d'une confédération, mais il était auparavant nécessaire d'effectuer une plus ample restructuration des unions locales des syndicats, des fédérations de l'industrie et surtout une restructuration des « syndicats uniques de l'industrie ». Cet effort fut tel, qu'au 2^e congrès ouvrier national, qui eut lieu à Coimbra le 13 septembre 1919, les bases organiques de la C.G.T. furent posées, de même que furent adoptées deux motions majeures concernant les « syndicats uniques et les syndicats mixtes » et les relations internationales. L'adoption de ces

deux motions rendaient caduque une décision antérieure, prise au congrès de Tomar, qui admettait l'adhésion à la F.S.I. (Fédération syndicale internationale, d'obédience socialiste) d'Amsterdam.

Le 23 février de la même année, paraissait la première publication du journal *A Batalha* (anarcho-syndicaliste) qui fut tout d'abord l'organe syndicaliste édité par la U.O.N., et qui devint par la suite l'organe officiel de la C.G.T. Survint bientôt une période critique qui secoua le pays : la crise économique résultant de la guerre, achevée l'année précédente, conjuguée à des problèmes politiques graves tels que les insurrections monarchistes et l'offensive du capitalisme, appuyées par les différents gouvernements, ouvrirent l'ère de la répression ouvrière. Les répressions gouvernementales et la détérioration du coût de la vie provoquèrent des luttes ouvrières, telles que les grèves des mineurs d'Aljustel et de San-Pedro-de-Cova et des ouvriers du textile de Covilhã.

Le mouvement confédéral se développe sans interruption. Les congrès confédéraux se succèdent, du congrès de Corilhã, qui approuve la thèse « Organisation sociale syndicaliste », au congrès de Santarém qui approuve l'adhésion à l'A.I.T. (Association internationale des travailleurs), en 1925, auquel assistaient des délégués de la

C.N.T.-A.I.T. (Avelimo Gonzalez et Segundo Blanco) et de l'A.I.T. (Armando Borghi). Ce congrès adopta une motion sur les « conditions de travail dans les colonies » qui démontrait déjà combien, à l'époque, les travailleurs possédaient parfaitement la notion du colonialisme et l'idée de ce que serait la véritable émancipation des travailleurs colonisés.

En avril 1925, les travailleurs déjouent le premier complot militaire, mais l'année suivante, le nord du Portugal connaît à nouveau les assauts des militaires, soutenus par la dictature de Primo de Rivera, en Espagne, et avec la complicité des démocraties bourgeoises. S'en suit une longue lutte de résistance contre le fascisme, et ce, durant 48 ans ; lutte qui trouve son paroxysme lors de la grève du 18 janvier 1934, pour l'indépendance des syndicats, contre la tutelle étatique. Une répression féroce suivra, contraignant le mouvement ouvrier à se soumettre ou à se réfugier dans la clandestinité. Après l'éclosion de la guerre civile espagnole, commence la riposte du mouvement ouvrier avec les attentats contre la radio portugaise, qui soutenait les troupes franquistes et contre Salazar.

D'après l'article de Emilio Santana paru dans la revue de culture et de pensée anarchistes *A Ideia*, n°32-33.

ITALIE UN AN DE PRISON

AU tribunal militaire de Rome s'est déroulé le 3 août 1984 le procès de Mario Terzi, un jeune militant anarchiste de Bolgare, qui avait été arrêté le 26 mai de cette année pour « absence à l'appel ». Le 4 avril en effet, Terzi aurait dû se présenter à la caserne pour commencer son service militaire. Mais, il ne s'y est pas rendu parce qu'il essayait d'obtenir la possibilité d'effectuer un service civil « alternatif ».

Pendant un meeting organisé par les anarchistes bergamasques du collectif « Flèche noire », tenu dans le cinéma Conca-Verde, Terzi a lu une déclaration expliquant ses motivations profondes et détruisit sa feuille de route.

Quelques jours plus tard, il fut arrêté, jugé et condamné à un an de prison militaire. Terzi fut défendu par l'avocat Alfredo Sallerni, du groupe Malatesta de Rome. Assistèrent à son procès quelques compagnons de Bergamo et de Sandro.

Dans la même matinée fut jugé un jeune militant de Bergamo, Guido Fornoni, qui s'était vu auparavant, par deux fois, refuser son statut d'objecteur de conscience. Son cas a été renvoyé au tribunal administratif régional du Lazio.

D'après *A Rivista anarchica*

COMMUNIQUÉ

SI depuis près d'un an, une période de relative tolérance semblait s'être ouverte en ce qui concerne le phénomène des radios libres en Espagne (1), celle-ci ne fut en fait qu'un court répit. En effet, le gouvernement socialiste espagnol vient de frapper brutalement les radios libres à Madrid, à Bilbao et notamment à Valence, avec la saisie de Radio-Klara, radio libertaire, déjà saisie par trois fois.

Une fois encore, le pouvoir, et ce quelque soit sa couleur idéologique et la latitude sous laquelle il sé-

vit, revêt le même visage : celui de la répression.

Face à la répression internationale, la solidarité internationale ne doit pas rester lettre morte. Soutenons Radio-Klara en envoyant :
• des télégrammes ;
• des lettres de protestation à l'ambassade d'Espagne, 13, avenue George V, 75008 Paris, tél. : 723.61.83.

Secrétariat des Relations internationales

(1) Le parlement espagnol s'était engagé à promulguer une loi autorisant les radios libres pour cet automne.



ITALIE GIUSEPPE RUZZA EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

COMMENCÉ le 7 juin dans une salle de la prison de Vallette (Turin), le procès de Delfina Stefanuto, Giuseppe Ruzza et d'une dizaine d'autres inculpés, s'est déroulé sur plusieurs audiences. Puis, à cause des longues vacances d'été, celui-ci a été reporté au mois de septembre. Les juges partant à la mer ou à la montagne, les inculpés, en attente de jugement, passèrent leur été derrière les barreaux.

Giuseppe Ruzza a été transféré à la prison de San Vittore de Milan, puis à la caserne des carabinieri de Gattinara, ville où il demeure habituellement. Là, le 14 juillet, on lui a notifié qu'il pouvait rejoindre son domicile, tout en restant soumis à un contrôle judiciaire et devant se tenir à la disposition de la police.

Cette libération n'a été possible que du fait de son état de santé inquiétant. Dans l'une de ses dernières lettres, G. Ruzza, remerciant les compagnons pour leur solidarité, écrit entre autres : « J'attends avec sérénité ce que les juges décideront, parce que j'ai la conscience tranquille. J'espère que Delfina pourra sortir, sans oublier tous les autres qui souffrent en prison. Il ne faut pas faiblir, car le combat sera long et pour cela, dans la limite du possible, je demande l'effort de tous. » Le procès reprendra le 18 septembre.

D'après *A Rivista anarchica*

ANTIMILITARISME ET RÉPRESSION EN BAVIÈRE

TOUT a commencé en novembre 1983 par la distribution d'un tract qui appelait la population à venir prendre son petit déjeuner au dépôt de munitions de Wächterhof, au sud de Munich. Ce tract fantaisiste fit sortir de leur léthargie des pacifistes, des antimilitaristes et des anti-impérialistes munichoïses, qui se retrouvèrent à 150 devant les portes du dépôt le 13 novembre. Les forces de l'ordre ne se firent pas prior pour disperser la manifestation. Bilan : 27 arrestations pour contrôle d'identité et fichage.

Usant de méthodes d'intimidation les plus diverses, la police tenta de briser l'élan que cette manifestation avait redonné aux milieux « contestataires ». Mais elle n'y parvint pas. Le groupe local de la F.A.U. (anarcho-syndicaliste) s'en trouvait renforcé et une Fédération anarchiste sud-bava-

roise fit son apparition, composée de libertaires et d'autonomes (1), en s'exprimant au travers de son journal *Freiraum* (« Libre Espace »).

C'est grâce à ce journal que naquit une solidarité effective avec les victimes de la répression judiciaire qui suivit les événements du 13 novembre. Sous les pressions, le procureur abandonna les poursuites contre les jeunes de moins de 21 ans. Mais 15 personnes furent condamnées à des amendes allant de 600 à 1 600 D.M. (soit 1 800 à 4 800 F.F.). Parmi elles, il y avait des compagnons de la F.A.U. Mais l'affaire ne s'arrêta pas là.

Dans son numéro de juin, *Freiraum* a publié dans les moindres détails le déroulement de la manifestation et notamment l'ordre donné aux policiers de charger les manifestants en ayant soin de « sélectionner les meneurs ». La police a porté plainte pour infraction à

l'art. 353 (droit d'auteur) (1), a mené des perquisitions chez le directeur de publication et les responsables de la diffusion de *Freiraum*. Une centaine d'exemplaires du journal a été saisie.

Quant aux antimilitaristes condamnés par le tribunal pour motifs divers (coups et blessures, entrave à la paix publique, etc.), ils ont tous fait appel. Ce qui va déclencher une nouvelle série de procès. La justice de classes aidant, il y a peu à parier qu'ils soient acquittés. Affaire à suivre...

D'après *Direkte Aktion*

(1) Autonome en Allemagne n'a pas la même signification qu'en France. Les autonomes allemands se regroupent pour agir de manière ponctuelle — quelques fois avec des méthodes libertaires — sur des problèmes précis (prison, écologie, féminisme, communautés, anti-impérialisme, etc.). Autonome veut dire indépendant de tout parti politique.

MAURICE JOYEUX ET L'ÉCRITURE CINQUANTE ANS AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'ANARCHISME

C'est indéniable, la plupart des révolutionnaires écrivent beaucoup : articles de journaux, analyses plus fouillées destinées à des revues, pamphlets, brochures, livres à teneur historique, ouvrages théoriques... tous les genres ou presque leur sont bons pour donner de la voix !

Qu'on ne s'y trompe cependant pas ! Cette propension à écrire qui caractérise aussi bien les ténors que les « sans grade » de la révolution n'est ni le fait du hasard ni la résultante d'une prédisposition quelconque à smurfer du stylo. La meilleure preuve en est que si nombre de révolutionnaires écrivent d'abondance, ils écrivent également souvent fort « mal », et quant aux écrivains professionnels force est également bien de constater qu'ils ne sont pas légion à rejoindre les rangs de la révolution. Mais alors, qu'est-ce qui pousse les révolutionnaires à aligner les mots comme un maçon stakanoviste les parpaings dès lors que la quantité n'est que fort rarement synonyme de qualité ? A l'évidence, c'est très simple !

Ecrire, c'est un fait, s'inscrit en plein dans le champ de la communication, et dès l'instant où l'on se place dans la perspective de révolutionner les choses et la vie, et donc de faire passer un message, il s'agit là d'un moyen essentiel permettant de s'adresser à ceux dont on souhaite qu'ils deviennent les acteurs authentiques d'un changement futur. En d'autres termes, pour les révolutionnaires, les mots sont avant tout des armes et des outils formidables pour détruire le Vieux Monde et en reconstruire un nouveau, et leur logique de révolutionnaires les pousse à utiliser au maximum ces armes et ces outils. Tel est l'être profond du rapport entre le révolutionnaire et l'écriture !

Ainsi, pour réfléchir sur le passé, prendre le présent à bras le corps et anticiper l'avenir, les mots se révèlent être pour les révolutionnaires des auxiliaires précieux. Des armes de destruction, d'une force de frappe fantastique ! Et ce sont les mots rageurs du refus et de la révolte ou les mots rugueux de l'analyse ou encore ceux plus tranchants du dépeçage de l'intolérable ! Et de même, ce sont également des outils d'une per-

formance rare pour jeter les bases d'un monde nouveau ! Et ce sont alors les mots éblouissants de l'espoir et du rêve ou ceux plus émouvants des projets et des propositions !

Dans ces conditions, le fait que Maurice Joyeux ait beaucoup écrit — des brochures, des livres, des articles pour le *Monde libertaire*, *La Rue*, etc. — n'étonnera que ceux qui s'étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonné d'eux-mêmes. Car pour dénoncer le système dominant et sa pseudo alternative, pour expliquer la révolution, maintenir haut et ferme le drapeau de l'anarchisme, et ce pendant près d'un demi-siècle, il a eu plus que d'autres, peut-être, besoin des mots ! Et il s'en est servi ! Et il a eu raison !

Bizarrement, cependant, quand on examine d'assez près ce que Maurice a écrit, on se rend compte que son apport au niveau littéraire ou théorique est difficile à cerner. Certes, pour ce qui est de commenter l'actualité à chaud, d'exprimer avec force la révolte et les propositions des anarchistes, il a toujours fait montre d'une vigueur et d'une clarté époustouflante. Mais cela étant, le style comme la formulation n'en demeurent pas moins relativement académiques. Les deux romans et la pièce de théâtre qu'il a écrit témoignent de cette difficulté à marier l'écriture au service de la révolution et la révolution de l'écriture. Au niveau théorique, c'est un peu du pareil au même ! Ses deux livres les plus importants : *L'Anarchie et la révolte de la jeunesse* et *L'Anarchie et la société moderne* demeurent d'une facture très « classique ». Ils n'amènent guère d'innovations dans l'édifice théorique de l'anarchisme. Mais alors, qu'est-ce qui constitue la substantifique moëlle des écrits de Joyeux ? Qu'ont-ils pu nous apporter et que peuvent-ils nous apporter ?

Pour ma part, je pense que pour approcher au mieux l'intérêt de l'œuvre écrite de Joyeux, il est nécessaire de le replacer dans son contexte, et plus particulièrement dans celui de l'histoire du mouvement anarchiste français. Après la guerre, en effet, le mouvement anarchiste français s'est émiétté lentement. L'impact formidable de la révolution d'octobre, la main-

mise communiste sur les organisations de la classe ouvrière, l'impérialisme marxiste au niveau idéologique et politique... expliquent sans aucun doute cela. Ajoutons-y les erreurs de certains de nos anciens et l'émergence des carpet-baggers de l'anarchisme et autres tenants d'un marxisme libertaire et l'on comprendra pleinement à quel point, dans ces dernières décennies, l'anarchisme français a pu être mis à mal.

Aussi, si aujourd'hui, le malade retrouve quelques vigueurs, nul doute que c'est à un tout petit nombre de militants, dont Joyeux, que nous le devons. Car, il faut le savoir, dans cette période sombre de notre histoire, ils ont su, en s'accrochant bec et ongles, préserver l'essentiel : notre cohérence théorique et les moyens organisationnels et matériels de notre cohérence idéologique.

Comme on le voit, Joyeux et bien sur ce qu'il a écrit, se situent dans une période clef de notre histoire. Une période où il s'agissait avant tout de défendre nos acquis. Et cette défense, dont on imagine mal à quel point elle a pu être pesante et usante ne laissait guère l'occasion d'innover. Et c'est pourquoi ces écrits, parce qu'ils avaient pour objet de défendre l'essentiel, constituent aujourd'hui des références incontestables, des bases sur lesquelles on peut construire sans crainte.

Au bout du compte donc, si actuellement, à l'heure où le mythe marxiste est en train d'exploser et d'imploser et où la social-démocratie s'embourbe dans la gestion du système dominant, nos idées et notre organisation, par le biais notamment de son journal et de sa radio, ont de nouveau le vent en poupe, c'est parce que certains, dans leurs pratiques et leurs écrits n'ont pas bradé notre cohérence sur l'autel du reniement et de la capitulation. Ceux-là ont su préserver l'essentiel et nous donner les moyens d'être ce que nous sommes aujourd'hui. A nous de continuer à garder bien vivante cette petite flamme et à force d'imagination et d'adaptations aux évolutions économiques, politiques, sociales et culturelles de la transformer en un gigantesque brasier : celui de la révolution sociale !

Jean-Marc Raynaud

« AUTOGESTION, GESTION DIRECTE, GESTION OUVRIÈRE »

CETTE brochure constitue à mon avis un des points forts de l'apport de Joyeux à la théorie anarchiste. Publiée en 1972, soit quatre ans après 68 et à l'époque où l'autogestion était sur toutes les bouches, elle précise bien la conception anarchiste de l'autogestion, nous permettant par là même de nous démarquer de tous ceux qui, sous couvert d'autogestion, ne visent qu'à se poser en gestionnaires du système dominant.

C'est ainsi que Joyeux nous dit qu'à autogestion, il préfère le terme de gestion directe ou de gestion ouvrière et que pour lui « la gestion directe ne précède pas, mais suit le renversement révolutionnaire de la société de classes ». Le problème de l'autogestion ainsi posé, il s'interroge ensuite sur la manière dont elle va se réaliser. Et c'est l'interrogation « conseils ou syndicats ». Et c'est quelques pages remarquables sur la grève générale expropriatrice et gestionnaire comme moyen de parvenir à la révolution et à la gestion directe.

Une brochure fondamentale au plan théorique, donc. Une brochure que tout militant anarchiste se doit d'avoir lu.

J.-M. R.

« L'ANARCHIE ET LA SOCIÉTÉ MODERNE »

PUBLIÉ fin 1969, ce livre est le premier livre théorique de Joyeux. Il est composé de trois parties. Dans la première : *Le constat*, Maurice élabore une analyse de l'histoire où il dégonfle notamment la baudruche marxiste sur le prétendu sens de l'histoire, et il en arrive à la conclusion qui est celle de l'anarchisme ; à savoir, qu'en dernier ressort l'acteur essentiel, principal et fondamental de l'histoire — de son histoire — c'est l'homme. Ensuite, dans un deuxième temps, Joyeux analyse la réalité de l'époque, la société industrielle de consommation et les acteurs principaux de cette réalité et du changement révolu-

tionnaire de cette réalité. Y figurent des analyses remarquables sur les nouvelles classes aliénées, les nouvelles classes dirigeantes, les intellectuels et le parti de la révolution.

Enfin, et c'est l'aspect du livre qui présente le plus d'intérêt pour les militants anarchistes de notre époque, Joyeux définit les buts de la révolution sociale à la mode anarchiste. En d'autres termes, il s'agit là de répondre à la question : la révolution pourquoi faire ? S'ensuit un rappel des grands principes de la théorie anarchiste sur le but que nous poursuivons, le lien fédératif, le syndicat, l'autogestion, le mutualisme, la coopérative et la commune.

DANS cette partie du livre, on trouve également un certain nombre d'analyses relatives à ce qui constitue l'un des grands apports de Joyeux à la théorie anarchiste, à savoir : la grève générale expropriatrice et gestionnaire.

Au bout du compte, et quinze ans après on en prend encore plus conscience, ce livre représente un condensé de qualité des points essentiels de la théorie anarchiste. Un condensé qui, aujourd'hui, constitue pour nous une base de départ indispensable pour de nouveaux approfondissements.

H.-C. Lapidaire

BIBLIOGRAPHIE DES OEUVRES DE M. JOYEUX

- L'Anarchie dans la société contemporaine*..... 45 F.
 - Le consulat polonais* (roman), édit. Calmann Levy..... 15 F.
 - L'Anarchie et la société moderne*..... 40 F.
 - L'Anarchie et la révolte de la jeunesse* (épuisé)..... 25 F.
 - Mutinerie à Montluc* (roman), édit. La Rue..... 20 F.
 - Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière*, édit. La Rue..... 20 F.
 - Le syndicat ouvrier* (théâtre)..... 10 F.
 - Les anarchistes et la guerre en Palestine* (épuisé)..... 20 F.
 - Histoire du journal de l'organisation des anarchistes*, édit. Volonté anarchiste..... 20 F.
 - L'Hydre de Lerne*, édit. du *Monde libertaire*..... 15 F.
 - Ce que je crois*, édit. Le Vent du ch'min..... 50 F.
- Tous ces ouvrages sont en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

« HISTOIRE DU JOURNAL DE L'ORGANISATION DES ANARCHISTES »

LE *Monde libertaire*, le journal de la Fédération anarchiste, est actuellement, et sans contestation, le journal phare du mouvement anarchiste. Son tirage, son rythme de parution font qu'il sert de locomotive à toutes les autres publications anarchistes.

Mais ce journal n'est pas tombé du ciel. Il s'est inscrit à partir de 1954 dans le sillage de ses prédécesseurs, qu'il s'agisse du *Libertaire* de Sébastien Faure ou du *Libertaire* de l'après Seconde Guerre mondiale. Dans cette brochure, Joyeux nous conte l'histoire de ces différents journaux et du *Monde libertaire*. Et c'est passionnant.

Tous ceux qui se préoccupent de savoir d'où vient le M.L. et comment il se réalise seront passionnés par la lecture de ce texte.

Maylis O'Brian

« L'HYDRE DE LERNE »

L'HISTOIRE du mouvement anarchiste français reste à écrire. Dans cette brochure qui couvre la période allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale à l'après 68, Joyeux nous décrit l'évolution du mouvement anarchiste. Il nous conte les maladies qui ont fait mourir l'anarchisme.

Dans la perspective de résurgences possibles de ces crises, la lecture de cette brochure est indispensable au militant.

H.C.L.

NOTE DE LECTURE

« OBJECTION, MODE D'EMPLOI »

De Pierre Martial

DANS une précédente note de lecture (M.L. n°534 du 7 juin 1984), j'avais annoncé la prochaine parution d'un « guide » de l'objecteur, aux éditions Avis de recherche. Celui-ci : « Objections, mode d'emploi de Pierre Martial (1) est paru pendant les vacances. Il s'articule autour de quatre thèmes :

de, l'âge, etc., des objecteurs français ; les textes de loi... « Saviez-vous qu'en 1952 un éminent psychiatre français préconisait la lobotomie pour ceux qui refusaient de porter l'uniforme ? Saviez-vous qu'aujourd'hui 31% des Français sont plutôt favorables à ceux qui refusent le service militaire et que 39% des jeunes de 18 à 24 ans soutiennent l'objection de conscience ? Saviez-vous qu'en Papouasie on reconnaît l'objection en temps de guerre et qu'en Suisse on emprisonne les réfractaires en temps de paix. » Quand je vous dit que vous saurez tout !

main. Et demain c'est déjà aujourd'hui ! « Depuis mai 81, le nombre des insoumis et déserteurs au moment de l'incorporation n'a cessé de diminuer : 40% en mai 81, (...) et environ 5% en novembre 83. » L'objection évolue, l'insoumission fait une pause ; mais même réduite la lutte demeure au sein du service civil ou en dehors. Pour citer Denis Langlois, constatons : « Parfois aussi, quand pendant des années et des années ils se sont battus, on leur accorde la paix des braves. Un statut. Une loi qui affirme leur reconnaissance des droits, mais vise aussi à les faire rentrer dans le rang. Ne croyez pas qu'ils soient obligatoirement dupes. Comme tout le monde, ils ont parfois besoin de pauses. C'est peut-être lorsqu'ils sont réduits à l'état de statistiques qu'ils sont les plus dangereux. On les croit endormis, répertoriés, aseptisés. Et puis, d'un seul coup, (...) ils redressent la tête pour crier à la face du monde : « Objection, mon général ! »

guise pas, n'occulte pas ce que l'objection doit aux anarchistes, à leurs combats. Contrairement à certains, il ne prend pas un masque pour faire le « tapin » des consciences et ramener du monde. En fait, il rend à César, ce qui est à lui, et à Bakouline ce qui est à l'anarchie. Un point c'est tout, et c'est souvent faire œuvre d'historien honnête !

PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE
Jeudi 13 septembre : « Du coin des marmites » (12 h à 14 h) : cuisine de La Réunion. « Jazz en liberté » (22 h à 24 h) : toujours du jazz...
Vendredi 14 septembre : « La bourse ou la vie » (11 h à 12 h) : les assurances auto. « Les anaristes » (13 h à 14 h) : L. Kirjet (metteur en scène) et M.-F. Bonnet (comédienne). « L'Invité quotidien » (20 h à 22 h) : l'Union rationaliste.
Samedi 15 septembre : « Mon quartier, mon village » (9 h à 12 h) : problèmes de logement.

COMMUNIQUE
APRÈS l'émission qui lui est consacrée, dimanche 16 septembre à 20 h 30, sur F.R.3, Maurice Joyeux présentera son dernier livre : « Ce que je crois, à la librairie du Monde libertaire le samedi 22 septembre à 16 h.
Les administrateurs

LA HAUTE AUTORITÉ FAIT ENCORE DES SIENNES

DEPUIS trois ans, nous avons assisté tour à tour à de prétendues négociations, des vagues de menaces et la répression. Au début, les radios libres sans publicité, ensuite les « mariages forcés » suivis très vite de divorces, après sous l'appellation de radios locales privées l'installation des requins, enfin la légalisation de la publicité sur presque toutes les stations.

Après cette réunion, Radio-Libertaire trouve un partenaire et signe un projet de protocole avec Radio-Pays. La Haute Autorité, elle, exige que Radio-Libertaire quitte 89,5 MHz le 15 septembre ; après une réunion début septembre, elle conseille à R.-L. de chercher provisoirement une fréquence libre ou d'échanger 89,5 pour 92 avec N.R.J. sans aucune garantie écrite sur les possibilités ultérieures de Radio-Libertaire d'émettre sur une fréquence officielle et définitive. C'est la phase « menace » !

Document officiel de la Haute Autorité de la Radiodiffusion et de la Télévision. Texte concernant la fréquence 89,5 MHz et les conditions d'émission de Radio-Libertaire.

Document officiel de la Haute Autorité de la Radiodiffusion et de la Télévision. Texte concernant le mariage-divorce avec Radio-Montmartre.

Document officiel de la Haute Autorité de la Radiodiffusion et de la Télévision. Texte concernant les prétendues négociations.

Document officiel de la Haute Autorité de la Radiodiffusion et de la Télévision. Texte concernant les menaces.

Management-divorce avec Radio-Montmartre.

Prétendues négociations.

Menaces.

GRANDE-BRETAGNE LA GRÈVE DES MINEURS ET L'UNIVERS SYNDICAL DES T.U.C.

DANS le dernier numéro du *Monde libertaire*, nous espérons que les grévistes des houillères anglaises sauraient faire entendre plus que leur voix au congrès annuel des Trade-Unions britanniques qui avait lieu à Brighton. L'avenir proche dira ce qu'il en est de la solidarité active ; mais dans les écrits, dans l'expression extérieure, le mouvement syndical d'outre-Manche fait sien la lutte de la National Union Miners. Pourtant, les mass médias britanniques n'ont pas manqué dans leur large ensemble de présenter une image négative d'un des plus longs conflits de l'histoire du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne.

Que cela soit à la une des journaux quotidiens comme aux informations télévisées, l'accent était mis sur la violence des affrontements entre piquets de grève et forces de l'ordre. Une femme voulant tuer Arthur Scargill, le secrétaire du syndicat des mineurs, des banderoles « A bas Scargill » tirées par des avions dans le ciel de Brighton... tout semblait être fait pour que l'opinion publique montre du doigt les vilains mineurs syndicalistes tout en respectant la vieille tradition britannique que sont les T.U.C. (voir encadré). La télévision britannique dans son journal du matin présentait des images des heurts nocturnes entre grévistes et bobbies protégeant des jaunes, toutes ces images violentes et sombres contrastant avec le calme balnéaire des sessions du congrès syndical.

Particularité du syndicalisme britannique, le Labour Party (parti travailliste) a des liens étroits, organiques avec les T.U.C. ; ceux-ci envisageant même de financer un quotidien national qui soutiendrait la politique du Labour Party. Et ambiguïté oblige, c'est du représentant des travaillistes au congrès syndical que viendra une critique de fond de la grève des mineurs !

Labour Party ou Trade Unions ?

Dans son intervention, M. Kimock, élu depuis un an à la tête du Labour, tout en louant l'exemplarité du conflit des mineurs, en critiquant les cinq ans de gouvernement de Thatcher, la politique d'austérité, a donné un avertissement qui fait curieusement écho à l'idéologie dominante « made in England » : « Nous devons défendre cette cause, mais sans violence (...), celle-ci détourne l'attention des points essentiels du conflit. La violence a donné au gouvernement le seul os qu'il puisse ronger. » M. Kimock rejoint par ses dires la horde de ceux qui de part le monde pensent que toute grève sauvage, toute action directe relèvent du droit pénal !

En fait pour les travaillistes, le syndicalisme doit se résumer à des négociations au sommet pour des conventions collectives. L'idée qu'un syndicat puisse avoir une autre démarche semble diablement les effrayer. En effet le vieux débat parti-syndicat prend dans les pro-

pos de M. Kimock une singulière actualité. « La violence », a-t-il déclaré, « donne des armes à ceux qui, en Grande-Bretagne, veulent détruire le syndicalisme. Le mouvement syndical essaierait de prendre le pouvoir par d'autres moyens que ceux de la démocratie parlementaire (...). Cela est terriblement faux. Ce congrès a toujours affirmé que le syndicalisme existait pour changer les conditions de vie et de travail et que ce sont les élections générales — et seulement les élections générales — qui peuvent changer le gouvernement. »

Un travailliste anglais, politicien parmi d'autres, pense toujours en termes de pouvoir et de gouvernement. Mais en fait, ce qu'il reproche à Scargill et au syndicat des mineurs c'est de s'être mis au premier rang dans la lutte contre la politique de Margaret Thatcher ! Etranges coutumes dans le syndicalisme anglais, après l'intervention de « cadrage » du leader travailliste aucune mise au point de la part du nouveau secrétaire des T.U.C., M. Murray, rien. Simplement un con-

cert d'applaudissements de la salle debout... A chacun ses contradictions internes ! Mais si pour la façade, la longue lutte de mineurs est le flambeau des T.U.C., le souhait le plus cher de ses « leaders officiels » est qu'un accord soit signé au plus tôt entre les charbonnages anglais et le syndicat des mineurs.

La « paix du charbon » à quel prix ?

Si à la fin du mois d'août la grève de solidarité des dockers écossais, s'étendant au niveau national avait donné un second souffle à la grève des mineurs, des défections se font jour. Au port de Londres, par un vote à bulletins secrets, les dockers ont élargi la brèche anti-grève en reprenant le travail (un premier résultat, vendredi dernier, disait « 1 393 pour reprendre le travail, 41 pour continuer la grève et six papiers froissés » *The Standard*, 7 sept.). A Bristol, 130 dockers (sur les 611 du port) auraient repris le travail.

Face à ce mouvement, John Connolly, secrétaire de la Transport and General Workers Union, a appelé les adhérents de son syndicat à ne pas reprendre le travail, mais son appel sera-t-il entendu sur les lieux de travail ?

« Les autres syndicats ne nous laisserons pas tomber et nous gagnerons », disait un jeune mineur au congrès à Brighton, la réalité sera-t-elle toute autre ? Car si la majorité des syndicats a voté pour une solidarité unilatérale aux mineurs, si la direction des T.U.C. demandait à toutes ses composantes de respecter les piquets de grève de l'U.N.M., de ne pas transporter de charbon ou autre combustible vers les aciéries ou les centrales électriques, la majorité silencieuse ne semble pas être un vain mot dans le trade-unionisme anglais.

Un des porte-voix de l'idéologie dominante, le *Sunday Times* a publié un sondage selon lequel plus de la moitié des syndiqués des T.U.C. serait opposé à la solidarité avec la grève

des mineurs. Les syndicats des sidérurgistes et des ouvriers des centrales électriques qui tiennent une position clé dans toute action de solidarité avec les mineurs avaient eux déclaré au congrès qu'ils refusaient de soutenir inconditionnellement la grève...

Dix millions de cotisants « modérés et prudents » face à une direction dure et militante est un schéma un peu rapide, car d'un autre côté, des délégués dénoncent : « le compromis à tout prix décidé par la direction des T.U.C., trop molle et influençable ». Ils faisaient bien sur allusion aux efforts pour des négociations entre la direction des charbonnages et les mineurs dont la reprise avait été annoncée au début du congrès à Brighton.

Durant la semaine, tout semblait au point mort, Arthur Scargill et le directeur des charbonnages anglais n'ayant même pas pu se mettre d'accord sur l'ordre du jour d'une réunion. Situation difficile que celle du

secrétaire du syndicat des mineurs, qui a vu désigné par le congrès une sorte de « commission de crise » (dont le nouveau secrétaire Norman Willes) pour mener à bien la signature d'un accord qui mettrait fin à la grève des mineurs. Mais à quel prix ? D'un côté des travailleurs qui mènent depuis plus de six mois une grève exemplaire pour la survie de leur emploi, ne vivant que par la solidarité (*Libération*, 4 sept., pages 25 à 27), de l'autre la nécessité bientôt urgente de trouver un accord avant que le rapport de forces ne s'inverse. De toute façon, même si le syndicalisme français peut s'ennorgueillir de traditions révolutionnaires, le trade-unionisme anglais avec sa « casquette » réformiste et corporatiste lui aura donné une bonne leçon de combativité. En attendant le déroulement du conflit, nous ne pouvons qu'espérer que les mineurs ne payent pas les pots cassés de l'après-congrès.

Alexis Pierre

UN PEU D'HISTOIRE

• Les origines

Le syndicalisme britannique se développe dès la première moitié du XIX^e siècle. Par exemple les artisans syndiqués ont un tarif agréé, un fonds de secours syndical intervient pour des travaux à des prix inférieurs. C'est de ses rangs que se crée le Labour Party (Parti du travail) qui dans le schéma social-démocrate représente les ouvriers au parlement. Cette liaison quasi organique se perpétue jusqu'à nos jours comme en Allemagne ou surtout en Suède (L.O.).

A la veille de la guerre de 1914, le syndicalisme est puissant, mais le ralliement de ses dirigeants à l'« Union sacrée » est souvent mal accueilli dans les entreprises et par réaction le nombre de délégués d'atelier s'accroît rapidement. Influence de l'anarcho-syndicalisme.

Le chômage des années 20 permet aux patrons de licencier de nombreux militants. Les délégués « de base » (d'atelier) ne seront reconnus qu'après la Seconde Guerre mondiale, production oblige.

Le syndicalisme britannique acquiert une grande force, surtout après les grèves de 1926. Mais c'est l'idéologie social-démocrate qui domine. Les deux grands mots d'ordre sont « Démocratie économique » et « Participation des salariés à la gestion de l'industrie nationalisée ».

• Organisation actuelle des syndicats britanniques

Il n'y a pratiquement qu'une seule confédération, le T.U.C., qui compte 10 millions d'adhérents rassemblés dans 142 syndicats. Existence de nombreux syndicats de métier (Tourneurs, Imprimeurs, etc.).

Il n'y a pas de section syndicale d'entreprise. Les syndicats, souvent de taille très différente, sont regroupés sur le plan local ; au niveau régional existent le « District Comitee », puis le « Central Comitee ». Au niveau national, il y a de grandes fédérations, par branche d'industrie : les trois plus importantes regroupent près de la moitié des syndiqués.

Enfin, il faut signaler que le contrôle de l'embauche (« closed shop »), lié à une syndicalisation à 100% est réalisé pour environ 4 millions de travailleurs dans les charbonnages, l'imprimerie, les dockers, les ouvriers qualifiés de la sidérurgie, certains secteurs clés de l'automobile.

Les délégués d'atelier. Leur existence est très ancienne (voir ci-dessus), leur rôle a évolué. En 1974, on évaluait le nombre des délégués d'atelier à 180 000 et celui des permanents syndicaux à 3 000. Les « shop-stewards » n'ont pas de statut légal, mais ils sont élus par les travailleurs syndiqués. Le comité des délégués rassemble des délégués d'une entreprise ainsi que les représentants des syndicats. Leur rôle concurrence ainsi souvent celui des permanents syndicaux...

T.P.



Photo Chris Steele-Perkins